من الشعب الياباني
From the People of Japan

ONU FEMMES
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Étude de Recherche Participative :
" Des femmes autonomisées pour des communautés résilientes et pacifiques dans le sud de la Tunisie "

ÉQUIPE DE TRAVAIL :

Sociologues :
Kochbati Imen & Jaballah Soufiane

Assistant(e)s :
Maroua Mejri
Koussai el Beni

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 01

AXE 1 : ANALYSE STATISTIQUE : REPRÉSENTATIONS DES FEMMES DANS LE SUD-EST DE LA TUNISIE 02

1 - Description de l'échantillon/ caractéristiques générales des femmes enquêtées 03

2 - L'autonomie/l'autonomisation des femmes 04

3 - Femmes et travail 06

4 - Femme et entreprenariat 09

5 - Femme et engagement 09

6 - Femmes et immigration 10

7 - Perception des conditions de vie dans la région de résidence 10

8 - La violence à l'égard des femmes 11

9 - La perception de l'égalité homme/femme 14

10 - Femmes et sécurité 15

11 - Femmes, cohésion sociale et extrémisme violent 16

Recommandations des femmes enquêtées via le questionnaire 17

AXE 2 : ANALYSE QUALITATIVE : RESTITUTION THÉMATIQUE DES TROIS FOCUS GROUPES DANS LE SUD-EST DE LA TUNISIE 18

1 - Constat de la dépendance /précarité et de l'autonomisation des femmes 20

La dépendance/La vulnérabilité 20

L'autonomie/L'autonomisation 20

2 - Causes/ facteurs de la dépendance /précarité et de l'autonomisation des femmes 26

3 - Potentiels/ Recommandations spécifiques aux régions du Sud-Est 27

Médenine 27

Gabès 28

Tataouine 29

Questions Divers 32

AXE 3 : ESQUISSE POUR UNE ANALYSE SOCIOLOGIQUE APPROPRIÉE AUX PROBLÉMATIQUES DES FEMMES DU SUD-EST DE LA TUNISIE 33

1 - Dés-autonomisation des femmes 34

2 - Générateur(s) de la violence à l'égard des femmes 34

3 - Autonomisation et cohésion sociale 35

4 - Femmes, cohésion sociale et Prévention de l'extrémisme violent 35

5 - Sud-Est : Immigration et économie informelle : autonomisation des hommes et dépendance des femmes 36

L'impact de l'immigration, majoritairement masculine, sur les femmes 36

La participation des femmes dans la chose publique 36

Le secteur informel : Un secteur typiquement masculin 36

Recommandations **37**

Conclusion **45**

Liste des acronymes

VFF : Violences faites aux femmes

PEV : Prévention de l'extrémisme violent

MFFEPA : Ministère de la Famille, de la

Femme, de l'Enfance et des Personnes Âgées

OSC : Organisations de la société civile

SMIG : salaire minimum

interprofessionnel garanti

CSP : Code du Statut Personnel

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des enquêtées selon l'âge et la situation matrimoniale 03

Tableau 2 : La situation socioprofessionnelle des enquêtées 04

Tableau 3 : Les causes que les femmes n'exercent pas une activité rentable 08

Tableau 4 : Répartition des types de violences selon la prolifération 11

Tableau 5 : Classement des femmes selon des lieux où les femmes subissent le plus des violences 12

Tableau 6 : Lieu de l'agression de femmes et le lieu de plainte de ces dernières 13

Tableau 7 : La perception des femmes de la violence 14

Tableau 8 : La perception de la relation entre les hommes et les femmes dans l'entourage social de l'enquêtée 14

Tableau 9 : La perception des femmes de la différentiation entre les sexes 15

Tableau 10 : La perception des femmes de leur rôle dans la société 17

Tableau 11 : Tableau de variations 34

Tableau 12 : Tableau de variations 34

Tableau 13 : Tableau de variations 35

Tableau 14 : Tableau de variations 36

Introduction

Si ce projet veut répondre à des questions, c'est évidemment aux suivantes: Quels sont les besoins des femmes et des jeunes filles dans le sud Tunisien? Quel est leur rôle dans la cohésion sociale et quelles sont les opportunités économiques pour elles?

De même, si ce projet veut proposer une solution à un problème, ça sera sans doute la suivante: l'autonomisation des femmes et le renforcement de leur potentiel de résilience et leur rôle dans la cohésion sociale pour la prévention de l'extrémisme violent.

En fait, connaissant parfaitement la contribution cruciale des femmes à la cohésion sociale et la multitude de leurs rôles face à l'extrémisme violent, ONU FEMMES cherche à trouver des solutions aux problèmes qui menacent ces rôles, en l'occurrence, des solutions à la violation de leurs droits au cours de cette année et de l'année précédente (l'époque du COVID-19) pour trouver des pistes d'actions adéquate à leurs besoins immédiats.

Comment dépasser ces obstacles/résoudre ces problèmes pour en arriver à une participation active, positive et constructive des femmes dans la société? Et quelles mesures faut-il prendre pour que la femme ne soit plus perçue comme problème et victime, mais plutôt comme solution et actrice à part entière?

Pour répondre à ces questions, nous avons procédé à un pluralisme méthodologique en croisant méthode qualitative et quantitative dans le but de:

1) pouvoir expliquer, d'un côté, lepourquoi, c'est-à-dire les causes/facteurs de la vulnérabilité des femmes et de décrire/cartographier, d'un autre côté, les représentations et la perception des femmes à plusieurs niveaux : Économie, sécurité, statut de la femme et les violences à son égard.

2) pouvoir comprendre comment femmes, hommes et acteurs de la société civile perçoivent la situation de la femme dans le sud-est tunisien entre autonomisation et vulnérabilité.

Empiriquement, nous avons administré, au niveau quantitatif, 120 questionnaires destinés aux femmes (de tous les âges) dans le sud-Est tunisien.

Au niveau qualitatif, nous avons facilité trois focus groups composés par des femmes et des hommes, jeunes et moins jeunes (acteurs de la société civile, élus municipaux et représentants des institutions publiques, et des médias locales) dans les trois gouvernorats du sud-est : Gabès, Tataouine et Médenine.

En analysant statistiquement les questionnaires, en transcrivant les focus groupes et en les restituant tout en suivant une grille thématique, et en croisant cette matière empirique collectée et traitée avec un cadrage théorique approprié, nous avons produit ce rapport analytique, qui sera réparti sur cinq chapitres: 1. Analyse statistique des représentations des femmes dans le sud-Est tunisien[1] 2. Analyse thématique des trois focus groupes. 3. Analyse sociologique. 4. Recommandations. 5. Conclusion générale.

[1] Une premiére version du questionnaire a été élaborée par les deux chercheurs : M. Adel Dhahri et Mme Dr. Dorra Draoui Mahfoudh.

AXE 1 : ANALYSE STATISTIQUE : REPRÉSENTATIONS DES FEMMES DANS LE SUD-EST DE LA TUNISIE

Autonomie, précarité, sécurité et violences

REPRÉSENTATIONS DES FEMMES: ANALYSE STATISTIQUE

1 - Description de l'échantillon/ caractéristiques générales des femmes enquêtées :

Nombre des femmes enquêtées: 120 femmes.

Les femmes enquêtées (via questionnaires) sont réparties géographiquement sur les gouvernorats du Sud-Est: Gabes (45.8%) Tataouine (21.6%) et Médenine (32.5%).

Graphique N°1: Répartition des femmes selon les régions

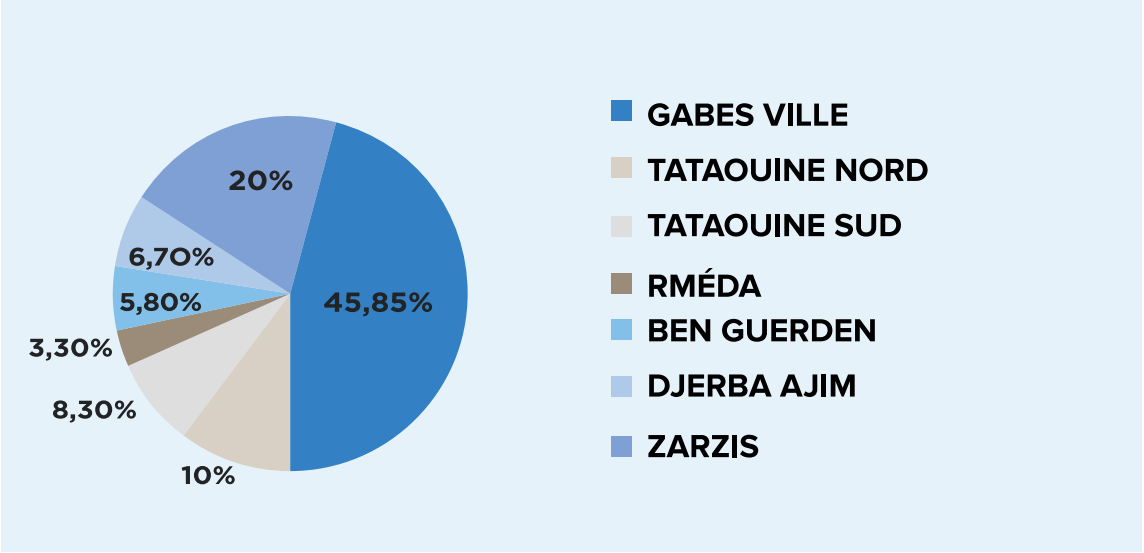


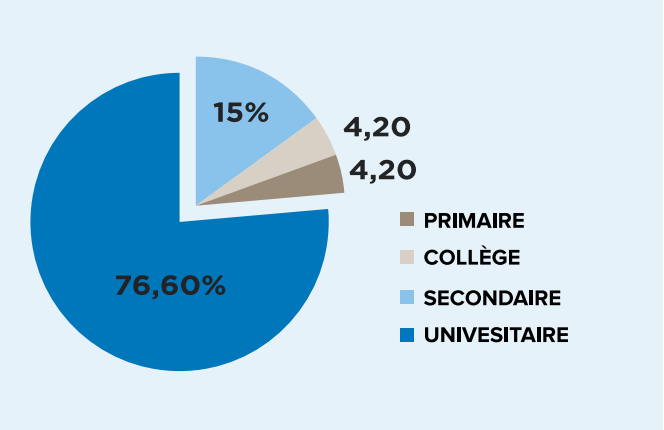
Tableau 1 : Répartition des enquêtées selon l'âge et la situation matrimoniale :

	18-35	36-50	51-66	+67	Total
Célibataires	64	5	0	1	70
Mariées	13	18	4	0	35
Divorcées	4	8	1	0	13
Veuves	0	0	2	0	2
Total	81	31	7	1	120

La tranche d'âge la plus représentée dans l'échantillon est celle entre 18 et 35 ans (81 femmes). Le nombre des femmes célibataires de cette tranche d'âge est le plus important, 64 femmes entre 18 et 35 ans sont célibataires, 13 seulement sont mariées et 4 femmes sont divorcées.

Nous constatons donc un taux de célibat important/significatif dans notre échantillon.

Graphique N°2 : Répartition des femmes selon leur niveau d'étude

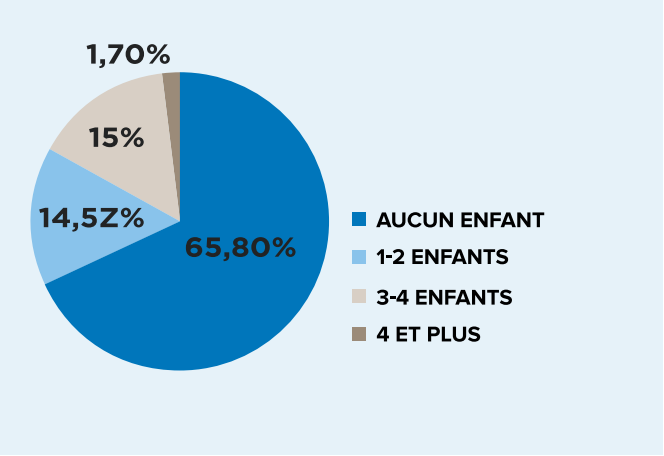


La majorité des femmes enquêtées ont un niveau d'études supérieures, vu que 76.7 % des enquêtées disposent d'un niveau universitaire.

Quant à la formation professionnelle, 29.2% des femmes enquêtées ont suivi une formation professionnelle.

Les spécialités de la formation sont réparties entre les sciences de l'informatique avec un taux de 11.8 % et 5.9 %, la pâtisserie traditionnelle avec d'autres spécialités liées à des métiers attribués traditionnellement aux femmes comme les métiers de garde/soins (garderie et babysitting), les métiers de l'artisanat comme la broderie et la couture, ou encore les métiers d'assistance administrative.

Graphique N°3 : Le nombre des enfants pour chaque femme enquêtée



Le nombre d'enfants pour chaque femme enquêtée est remarquablement faible: 65.8% des femmes étudiées n'ont pas d'enfants, 14.5% ont un ou deux enfant(s), 15% ont de trois à quatre enfants et uniquement 1.7% ont quatre enfants et plus.

2-L'autonomie/l'autonomisation des femmes :

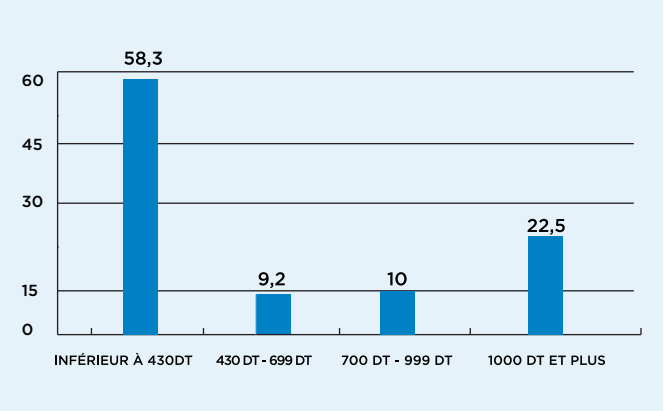
Tableau 2 : La situation socioprofessionnelle des enquêtées

Catégorie/situation socioprofessionnelle	Pourcentage
A la recherche d'emploi	28.3%
En chômage	16.7%
Étudiantes	13.3%
Cadre moyen dans le secteur privé	10%
Cadre moyen dans le secteur public	8.3%
Ouvrières	8.3%
Métiers libérales	7.5%
Cadre supérieur dans le secteur public	5.8%
Cadre supérieur dans le secteur privé	1.7%

Les femmes qui ne travaillent pas représentent la grande partie de l'échantillon étudié avec un taux de 45%. Les cadres supérieurs dans le secteur public représentent 5.8% et seulement 1.7% dans le secteur privé. Quant aux cadres moyens, la présence des femmes est plus marquée par 8.3% dans le secteur public et 10% dans le secteur privé. Ainsi, les ouvrières représentent 8.3% de notre échantillon.

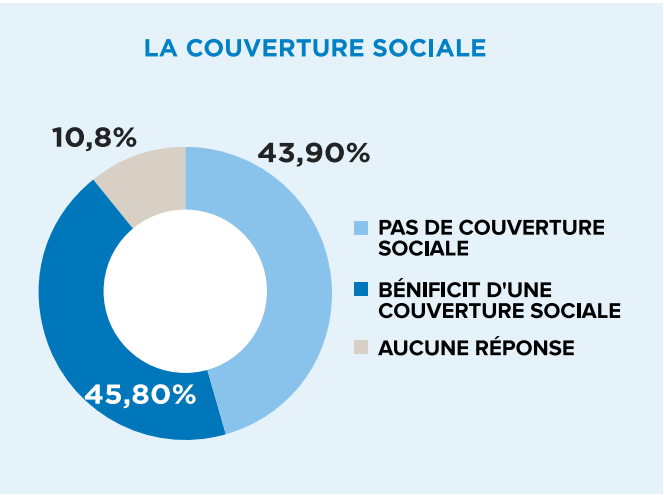
D'après ces chiffres, les femmes exercent les métiers les moins valorisés (ouvrières et cadres moyens) et sont moins présentes dans les métiers supérieurs.

Graphique N°4 : Revenu mensuel de la femme :



Selon ce graphique, la majorité des femmes gagnent mensuellement un salaire inférieur au SMIG en Tunisie, ce qui représente un facteur de vulnérabilité économique. Un autre chiffre qui renforce l'idée de la précarité socio-économique de ces femmes, est le fait que 43.9 % d'entre elles ne bénéficient d'aucune couverture sociale.

Graphique N°5 : La couverture sociale :

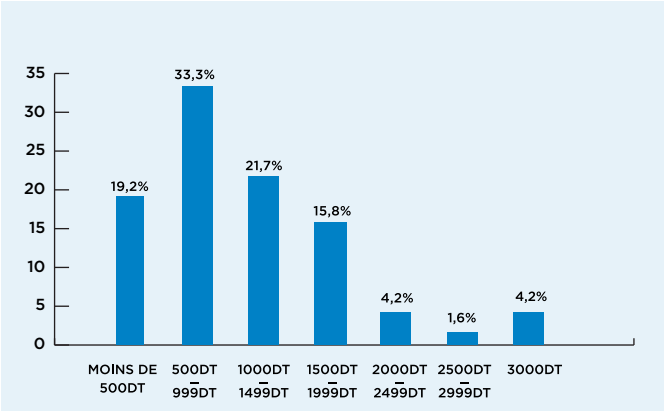


Malgré la vulnérabilité socio-économique des femmes, la majorité (96.7%) ne reçoivent aucune aide financière, ni de la part de l'État, ni de la part des associations et des organisations non gouvernementales.

En effet, la présence de l'aide de l'État est très faible, voire quasiment absente. Uniquement 3.3% des femmes bénéficient d'une aide/subvention étatique.

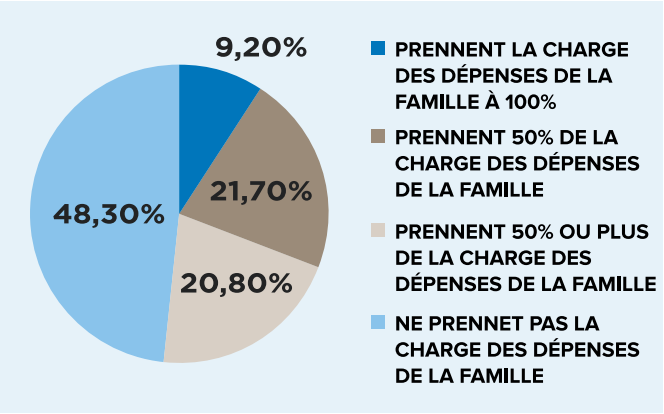
En plus de cette faible intervention/contribution de l'État tunisien dans l'amélioration des conditions économiques des femmes, nous constatons aussi l'absence de l'intervention de la société civile (aucune des femmes enquêtées n'a bénéficié d'une aide de la part d'une association).

Graphique N° 6 : Revenu mensuel de la famille



D'après ce graphique, la plupart des femmes enquêtées appartiennent à des familles de classe pauvre ou de classe moyenne inférieure, En effet, 52.5% des femmes appartiennent à des familles qui gagnent par mois moins de 999 DT. Alors que 21.7% des familles gagnent entre 1000 et 1499 DT par mois.

Graphique N°7 : La participation de la femme dans les dépenses de la famille



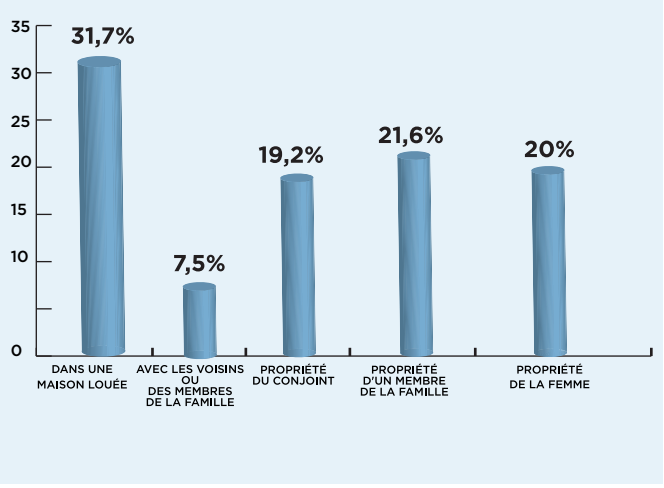
Au niveau de la participation des femmes dans l'économie de la famille, nous comptons que 48.3% des femmes enquêtées ne prennent pas en charge les dépenses de leurs familles et 51.7% participent à des degrés différents dans ces dépenses.

On remarque, que 9.2% des femmes enquêtées prennent en charge les dépenses de leurs familles à 100%. C'est-à-dire qu'elles représentent la seule source de revenue pour la famille.

21.7% prennent en charge 50% des dépenses et 20.8% prennent en charge 50% ou plus.

Pour les femmes mariées le taux d'occupation des conjoints est à 91.6 %.

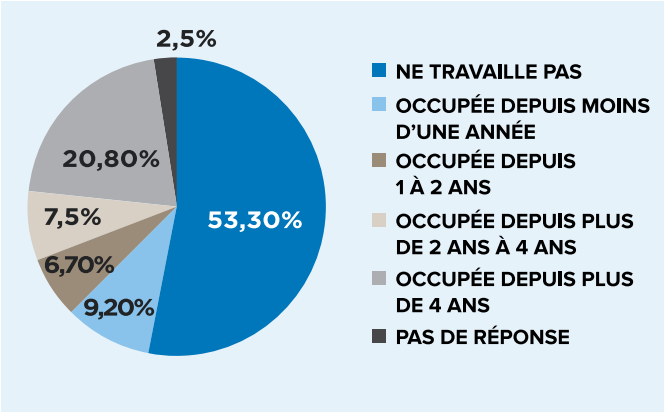
Graphique N°8 : Le lieu d'habitat des femmes



La majorité des femmes enquêtées habitent dans des maisons louées (31.7%) et 20% des femmes habitent dans leurs propriétés. Les femmes qui résident dans la propriété des leurs conjoints représentent 19.2% des femmes enquêtées.

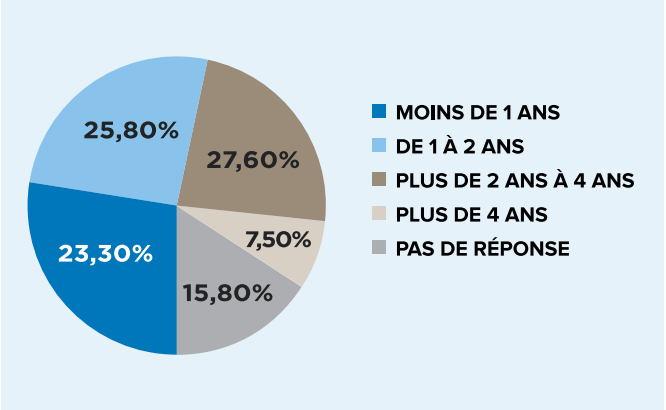
3- Femmes et travail :

Graphique N° 9 : Travail actuel de l'enquêtée



La plupart des femmes enquêtées ne travaillent pas (53.3%). 9.2% des femmes sont occupées depuis moins d'une année, 6.7% travaillent depuis 1 à 2 ans, 7.5% travaillent depuis 2 à 4 ans et 20.8% travaillent depuis plus de 4 ans.

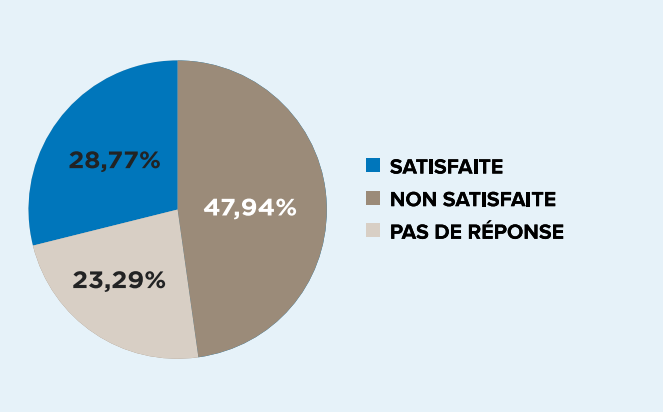
Graphique N° 10 : La durée de la recherche d'emploi



Pour trouver un emploi, les femmes passent une longue période de recherche. D'après ce graphique, uniquement 27.5% ont réussi à trouver un travail dans une période inférieure à un an. La majorité des femmes enquêtées reste entre 1 à 4 ans pour trouver un emploi.

S'exprimant au sujet de la condition du travail, les femmes déclarent qu'elles ne sont pas satisfaites.

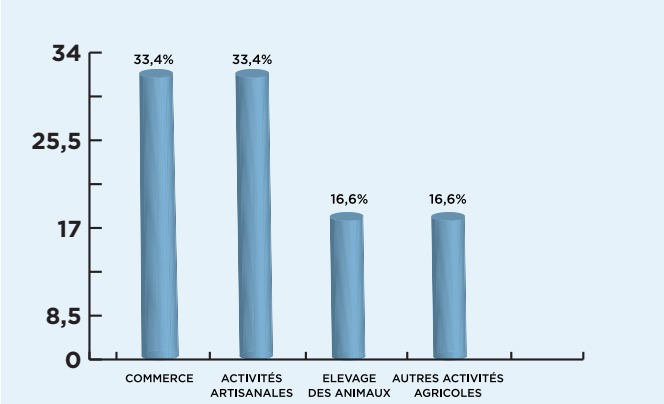
Graphique N° 11 : La satisfaction au travail



Selon ce graphique, la majorité des femmes enquêtées (47.94%) ne sont pas satisfaites à leurs emplois. Les femmes qui considèrent leurs situations au travail comme satisfaisantes, représentent uniquement 28.77% de l'échantillon étudié.

Concernant les causes de cette tendance à la non satisfaction, nous trouvons que plus que la moitié de ces femmes qui sont insatisfaites (65.16%) au travail, expliquent cette insatisfaction par leurs faibles salaires. De plus, 20.12% l'expliquent par le climat et les conditions dans le milieu du travail. En outre, 15.01 % des femmes enquêtées considèrent que leurs emplois n'assurent pas la stabilité.

Graphique N° 12 : Les activités rentables exercées par les femmes enquêtées au foyer



On souligne que 14.2 % des femmes enquêtées exercent une activité rentable au foyer. Selon ce graphique, ces activités sont essentiellement le commerce, les activités artisanales et les activités agricoles.

Nous avons déjà mentionné plus haut que 53.3% des femmes n'exercent pas une activité rentable. Ainsi, en posant la question sur les causes derrière cette situation, nous avons reçu les réponses suivantes :

Tableau 3 : les causes que les femmes n'exercent pas une activité rentable

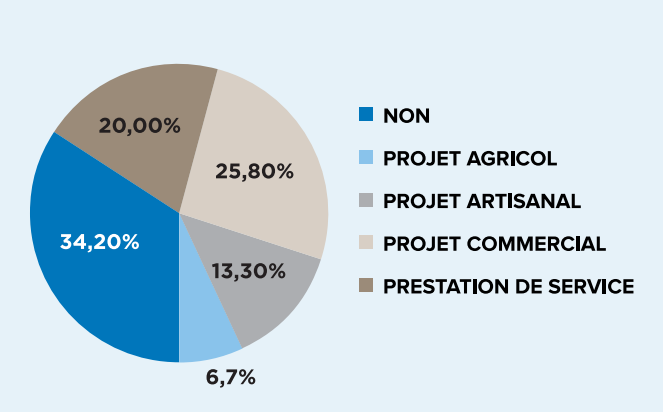
Causes familiales et culturelles : (23.3%)	Causes économiques/ spécificités du marché d'emploi tunisien (71.7%)	Causes liées aux connaissances des femmes du marché d'emploi (3.3%)	La violence dans le milieu de travail (1,7%)
- La charge du travail domestique (10%) Des raisons familiales / le conjoint (8.3%) - Objections du père ou du conjoint (5 %)	- Pas d'opportunité dans le secteur public : 24.2% - Baisse de revenue/ salaire : 16.7% - Le diplôme universitaire obtenu n'est pas compatible avec le marché du travail (13.3%) - Les difficultés des normes /standard de recrutement : 10.8% - Pas d'opportunité dans le secteur privé : 6.7%	- Les connaissances des femmes en matière des besoins du marché du travail et des opportunités (3.3%)	- Le harcèlement dans le milieu du travail : (1.7%)

La majorité des femmes qui ne travaillent pas, affirment que la cause principale est la difficulté de trouver un emploi dans les circonstances actuelles. 13.3% précisent que les diplômes obtenus ne sont pas compatibles avec le marché d'emploi. 16,7% ne travaillent pas car les offres d'emploi proposent généralement un mauvais salaire. 24.2% référent à une baisse de la demande des travailleurs dans le secteur public. 6.7% font la même remarque, en ajoutant que ce constat s'applique également au secteur privé (NB : si les offres d'emplois existent, il y a une difficulté de remplir les conditions de recrutement (10.8%)).

Un autre groupe de ces femmes (23.3% des femmes enquêtées) expliquent la difficulté de trouver un travail par des causes socio-culturelles liéesaux rôles attribués aux femmes dans la famille. Ainsi, 3.3 % des femmes considèrent que la méconnaissance des femmes en matière des offres d'emploi et les besoins du marché du travail, constituent un obstacle majeur. Finalement, 0.8 % des femmes enquêtées ne travaillent pas à cause de la violence, en l'occurrence, le harcèlement sexuel dans le milieu du travail.

4- Femme et entreprenariat :

Graphique N°13 : Avoir pensé à créer un projet

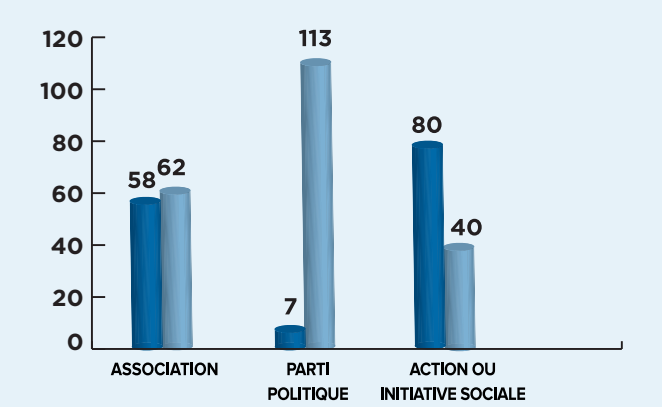


On constate que 34.2% des femmes enquêtées n'ont pas pensé à créer leurs propres projets. Par contre, 65.8% des femmes enquêtées ont pensé à créer leurs propres projets. 6.7 % des femmes enquêtées ont pensé à créer un projet agricole, 13.3% ont pensé à créer un projet artisanal, 25.8 % ont pensé à créer un projet commercial et 20% ont pensé à créer un projet dans le domaine de la prestation des services. Quant à la tentative de création d'entreprise, uniquement 28.3% de ces femmes ont essayé réellement de monter un projet, sachant que la majorité de ces dernières s'intéressent à l'artisanat, la confection, les centres de soutien scolaire et le commerce.

Par contre, 43.3% des femmes enquêtées qui n'ont pas essayé à monter leurs propres projets, l'ont expliqué par le manque/ défaut de financement. 8.3% l'ont expliqué par le manque de formation, 5.8% par la peur de la prise de risque et le manque de confiance en soi,7.5% par la complication des procédures administratives. 3.3% l'expliquent par le manque d'informations relatives au montage des projets.

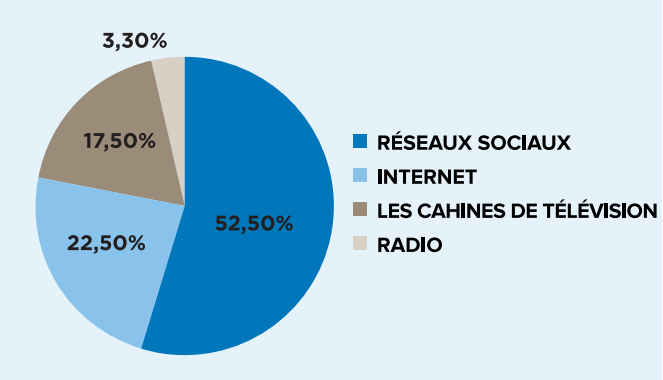
5- Femme et engagement :

Graphique N°14 : L'engagement des enquêtées dans la société civile



Les femmes enquêtées s'engagent plus dans les associations et les initiatives sociales que dans les partis politiques. D'après notre enquête, seulement 7 femmes sont engagées dans des partis politiques, alors que 58 femmes sont des membres dans des associations et que 40 femmes ont déjà participé dans une action ou dans une initiative sociale.

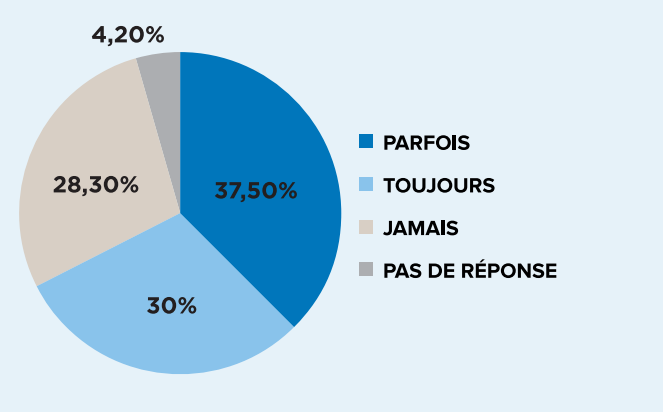
Le Graphique N°15 : Les sources d'accès des femmes aux informations :



Les réseaux sociaux constituent la première source d'informations pour les femmes. D'après ce graphique, 52.5% des femmes enquêtées suivent les informations et les actualités à travers les réseaux sociaux, 22.5% à partir des sites web sur internet, 17.5% à partir des chaines télévisées et seulement 3.3% à partir des chaines radio.

6- Femmes et immigration :

Graphique N° 16 : Le désir de l'immigration chez les femmes enquêtées



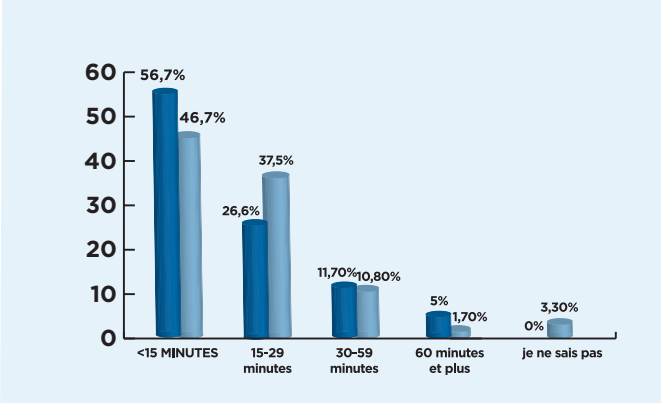
La majorité des femmes enquêtées ont pensé à l'immigration. 30% des femmes ont toujours pensé à l'immigration. 37.5% de l'échantillon étudié ont pensé occasionnellement à l'immigration.

Les 50.07 % des femmes qui ont pensé à l'immigration, estiment que c'est leur situation socio-économique qui les a poussées à penser à quitter le pays. Alors que les 39.09% des femmes qui ont pensé à l'immigration, renvoient cette attitude à l'absence des horizons. Celles 3.6% des femmes considèrent que le climat et la pollution sont les raisons pour penser à immigrer. 6.14 % pensent à l'immigration pour des raisons familiales. 1.17% disent que le mariage est une motivation pour immigrer.

Malgré le taux important des femmes qui ont pensé à la migration, uniquement 17.5% ont essayé d'immigrer formellement et 3.3% ont tenté une immigration informelle.

7- Perception des conditions de vie dans la région de résidence :

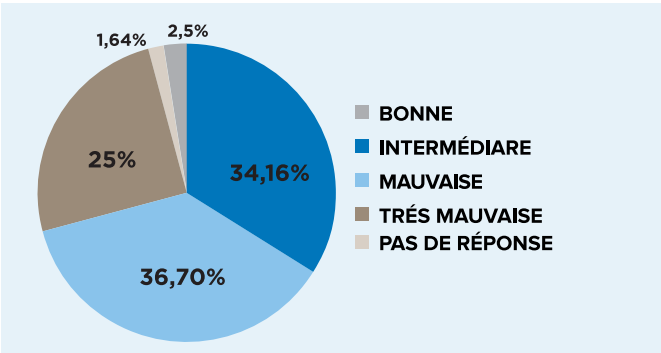
Graphique N° 17 : La distance entre les domiciles des femmes et les institutions de santé et d'éducation



Selon ce graphique, 46.7% des femmes résident dans des régions dans lesquelles la distance entre leurs domiciles et l'institution de santé la plus proche est inférieure à 15 minutes. 72.5% des femmes ont bénéficié de services de santé.

Concernant les institutions d'éducation, le constat n'est pas différent: 56.7% des femmes habitent près des écoles ou des collèges.

Graphique N°18 : L'évaluation de la condition de l'environnement



On remarque que, 36.7% des enquêtées estiment que la situation de l'environnement dans le Sud tunisien est mauvaise. 25 % la trouvent très mauvaise.

Par ailleurs, 52 % des femmes estiment que la pollution est le problème le plus gênant dans leurs régions, alors que 7% citent que la sécheresse comme tel.

8- La violence à l'égard des femmes :

Tableau 4 : Répartition des types de violences selon la prolifération

Le chiffre attribué / Le type de violence	1	2	3	4	5	6
Violence physique	37	28	19	20	9	7
Violence sexuelle	19	24	23	24	18	12
Violence psychologique	34	19	26	19	6	16
Violence cybernétique	12	24	25	25	16	18
Violence économique	24	21	21	28	10	16
Violence verbale	40	21	19	24	5	11

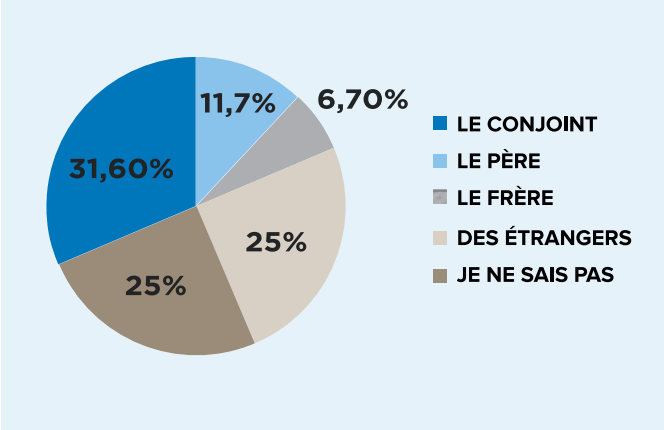
Le chiffre 1 est le chiffre attribué aux types de violences qualifiés comme le plus répandu dans l'entourage de l'enquêtée et 6 pour le type le moins répandu.

Selon ces résultats, les violences sont verbales, physiques et psychologiques qui sont les plus répandues dans la société tunisienne. Par ailleurs, on constate l'ascension remarquable d'une nouvelle forme de violence, qui est la violence cybernétique. Cette nouvelle forme de violence est liée à l'usage des réseaux sociaux et l'internet en général. Elle est classée selon les enquêtées respectivement comme la deuxième et la troisième forme de violence la plus répandue.

Selon 40 % des femmes enquêtées, les violences à l'égard des femmes sont générées par la situation économique et sociale comme le chômage et la pauvreté, tandis que 30.8% considèrent que le phénomène de la violence est le résultat de la socialisation et l'éducation.

D'autre part, 5% de l'échantillon expliquent la violence par le phénomène de l'alcoolisme et la consommation des drogues par les agresseurs et 5% considèrent que la cause principale est l'absence de l'égalité entre les sexes dans la société tunisienne. De plus, 2.5% des femmes des 3 gouvernorats étudiés expliquent la hausse des taux des violences par la culture patriarcale et les traditions qui légitiment la violence. 0.8 % pensent que la religion, voire la lecture erronée du texte coranique, est la cause de cette violence.

Graphique N° 19 : Le profil des agresseurs



En réponse à la question sur la personne qui exerce le plus la violence à l'égard des femmes et les petites filles dans l'entourage des interviewées, 31.6% des enquêtées identifient le conjoint comme le premier responsable de la violence, 11.7% accusent le père et 6.7% le frère. En général, ce sont donc les membres de la famille qui exercent la violence.

Tableau 5 : Classement des femmes selon des lieux où les femmes subissent le plus des violences

Le classement / Le lieu	1	2	3	4	5	6	7	8
La maison	53	15	12	18	7	4	3	8
La rue	34	26	12	19	8	7	6	8
Le lieu de travail	15	17	34	25	7	6	11	5
L'école	12	22	30	17	14	13	10	2
Par téléphone	16	21	20	16	16	10	10	11
Les moyens de transport public	30	12	19	16	20	8	6	9
Les hôpitaux	12	15	27	20	7	10	11	18
Sur internet	23	22	14	14	10	5	14	18

Selon ce tableau, les femmes subissent les violences essentiellement au sein de leurs foyers, vu que 53 des femmes enquêtées classent la maison comme le premier lieu dans lequel la femme risque d'être agressée. Par ailleurs, la rue et les moyens des transports publics sont également des lieux dans lesquels les femmes et les filles risquent d'être agressées.

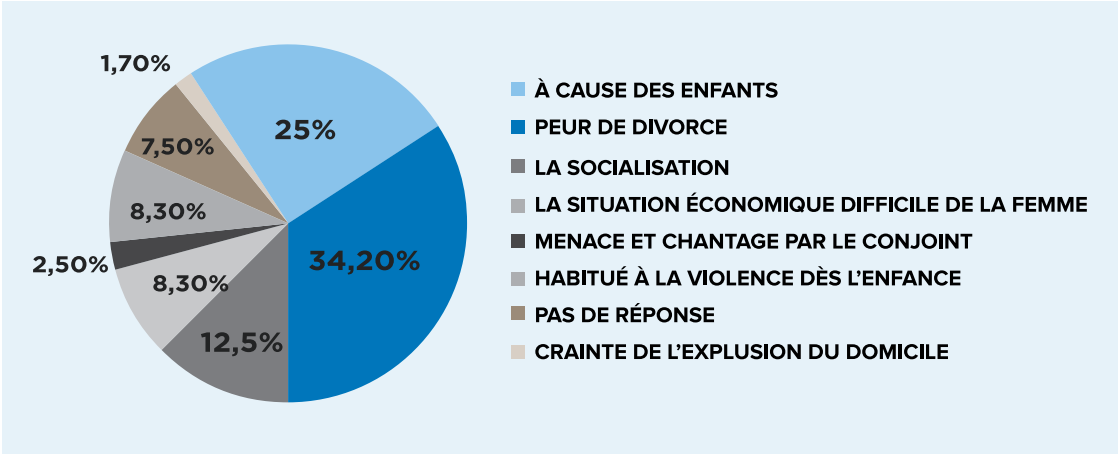
On remarque aussi que les femmes subissent de plus en plus de la violence sur internet ; 23 femmes classent l'internet comme le premier lieu de la violence et 22 femmes le classent comme le second lieu de violence.

Tableau 6 : Lieu de l'agression de femmes et le lieu de plainte de ces dernières

Lieu de plainte / Lieu d'agression	La famille	L'hôpital	Association/ syndicat	Poste de police/ agent de police	Les collègues du travail	Les passagers	Je ne sais pas
La maison	71	20	9	40	0	1	8
La rue	26	8	6	85	1	20	4
Le lieu de travail	23	8	36	46	33	0	9
L'école	52	10	22	45	2	1	6
Par téléphone	37	4	12	66	2	0	15
Les moyens de transport public	20	11	5	84	1	19	7
Les hôpitaux	21	31	21	70	2	4	5
Sur internet	33	4	14	78	1	0	13

Selon ce tableau, les femmes victimes de violence dans leurs domiciles ont généralement recours à leurs familles. Cependant, les femmes qui sont victimes de violence dans les espaces publics (la rue, les hôpitaux et les moyens de transport public) ont recours aux postes de police. Il en est de même pour les femmes qui subissent une violence cybernétique ou par téléphone.

Graphique N°20 : Les causes du non recours des femmes victimes de violence à la justice



D'après ce graphique, 34.2% des enquêtées pensent que les victimes de violence ne portent pas plainte par crainte de divorce et parce que la société stigmatise les femmes divorcées. 25% des femmes pensent que les femmes agressées ne portent pas plainte à cause de leurs enfants. 12.5% pensent que la socialisation des filles depuis l'enfance, qui est générée par des normes qui légitiment la violence exercée sur les femmes par leurs conjoint et les hommes de la famille, fait que les femmes ne portent pas plainte quand elles subissent une violence.

En réponse à la question « qui peut lutter contre le phénomène de la violence faite aux femmes? », la moitié des femmes enquêtées (54.2%) considèrent que la femme elle-même peut arrêter les violences. 13.3% insistent sur rôle de l'État et des lois pour y mettre fin. 16.7% appellent à plus d'efforts de la part d'institutions comme la famille, les médias et l'État.

Tableau 7 : La perception des femmes de la violence

CITATION	POUR	CONTRE	PAS DE REPONSE
Les femmes sont les plus susceptibles de subir la violence dans l'espace public	49	49	22
Les femmes sont les plus susceptibles de subir une violence dans le monde virtuel (internet et réseaux sociaux)	85	13	22
Le taux de violence à l'égard des femmes a augmenté durant les 10 dernières années	76	20	24
Le taux de violence à l'égard des femmes a augmenté pendant la période de la pandémie (Covid-19)	72	18	30

Selon ce tableau, les femmes sont les plus susceptibles de subir une violencecybernétique; 85 des femmes confirment cette idée.

Aussi, le taux de violences à l'égard des femmes augmente dans les moments de crises comme le cas de l'épidémie Covid-19 et durant les dix dernières années.

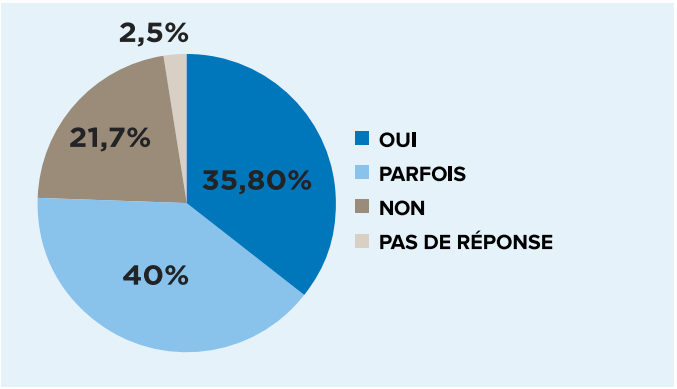
9- La perception de l'égalité homme/femme :

Tableau 8 : La perception de la relation entre les hommes et les femmes dans l'entourage social de l'enquêtée

TYPES DE RELATION	POURCENTAGE
Aide	45%
Relation n'est pas égalitaire	42.5%
Conflit et violence	7.5%
Pas de réponse	5%

La moitié des enquêtées évaluent la relation comme relation d'aide mutuelle entre les hommes et les femmes, et 42.5% estiment qu'il n'y a pas d'égalité malgré l'évolution de la constitution tunisienne indiquant l'égalité entre les sexes.

Graphique N°21 : Le traitement différentiel des enfants selon le sexe



Selon notre enquête, les familles traitent les filles et les garçons d'une manière différente. En fait, 35.8% des femmes enquêtées affirment que les filles et les garçons ne sont pas traités d'une manière égale dans leur entourage familial. 40 % confirment que l'égalité dans la famille n'est pas toujours présente et que les membres de la famille traitent les filles et les garçons parfois d'une manière différente au détriment des filles et au bénéfice des garçons.

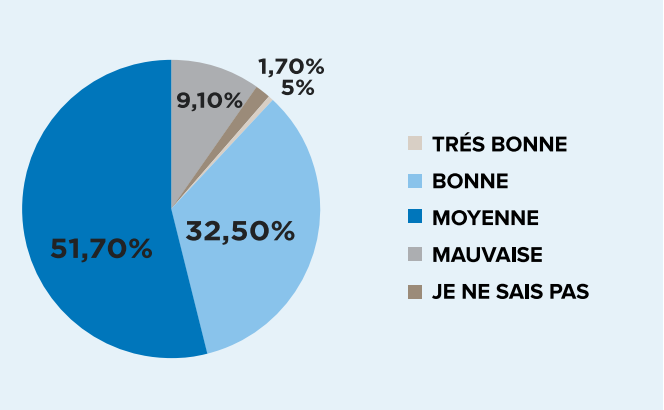
Tableau 9 : La perception des femmes de la différentiation entre les sexes

CITATION	POUR	CONTRE	PAS DE REPONSE
L'homme est meilleur que la femme dans la direction des affaires	18	90	12
L'homme est meilleur que la femme comme Leader Politique	20	87	13
Les enfants des femmes travailleuses (dans l'âge préscolaire) souffrent d'un manque de soins et d'occupation	50	62	8
Travailler et avoir une rémunération, c'est le rôle des hommes, le rôle des femmes se limite à rester à la maison et à s'occuper des enfants et de la famille	24	93	3
Si la femme gagne plus d'argent que son conjoint, ça donne plus de conflit dans le couple	61	38	21

Selon ce tableau, les femmes promeuvent la présence d'individus de leur sexe dans tous les domaines et affirment que les femmes peuvent assurer des responsabilités administratives, politiques à l'instar les hommes.

10- Femmes et sécurité :

Graphique N° 22 : L'évaluation de la situation sécuritaire

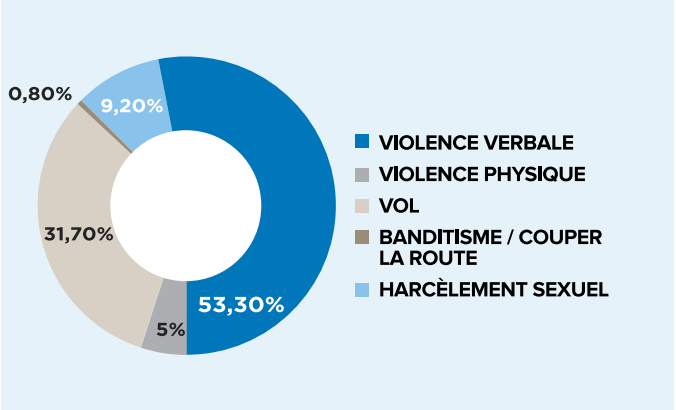


La majorité des femmes évaluent la situation sécuritaire dans les régions de Sud tunisien comme « moyenne » (51.7%) alors que 32.5% l'évaluent comme « bonne ».

Uniquement 9.1% des enquêtées considèrent que la situation sécuritaire est « mauvaise ».

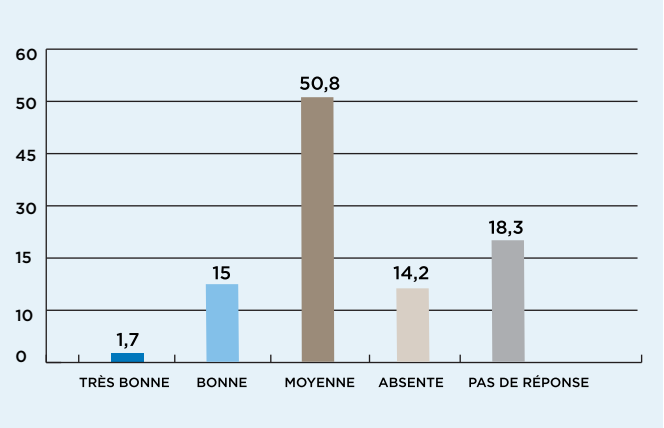
Sur le plan de l'expérience personnelle des femmes, 41.9% des femmes enquêtées ont été victimes d'une menace. La majorité des menaces (90.41%) sont vécues ces dix dernières années.

Graphique N°23 : Les types de menaces



Les femmes enquêtées ont subi une violence verbale de l'ordre de 53.3% et 31,7 % ont subi un vol. Les femmes ne portent généralement pas plainte quand elles subissent une violence. D'après notre enquête, 55.25% des victimes de ces formes de violence n'ont pas porté plainte. Elles choisissent plutôt d'avoir recours à la famille. Parfois la famille de l'agresseur intervient pour convaincre la famille de la victime de ne pas porter plaine. En outre, il y a aussi des femmes qui n'ont pas de confiance aux agents de police.

Graphique N°24 : L'évaluation de la rapidité d'intervention des agents de la police

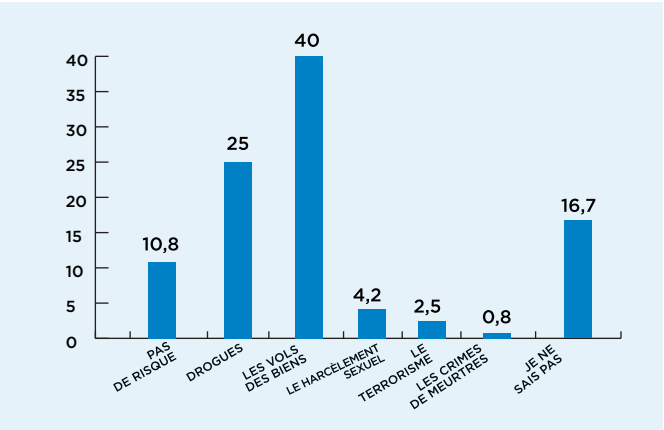


L'intervention des agents de police est jugée comme insatisfaisante par les enquêtées.

En fait, uniquement 1.7% des femmes la considèrent comme « très bonne » et 15% comme « bonne ».

La majorité des enquêtées la considèrent comme « moyenne » (50.8%).

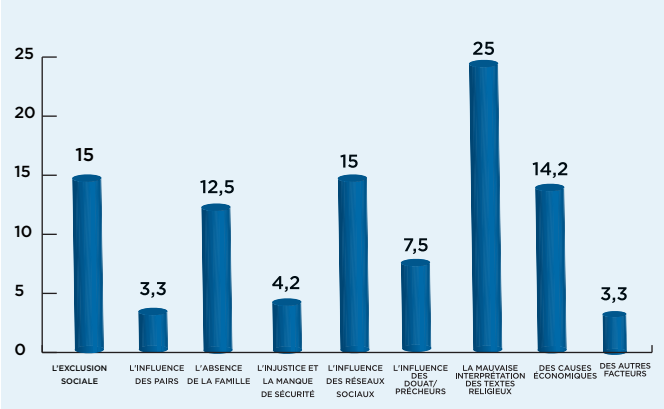
Graphique N°25 : Les risques qui menacent la sécurité des femmes et de leurs familles



Les risques les plus cités par les femmes enquêtées sont le vol des biens (40%) et les drogues (25%).

11- Femmes, cohésion sociale et extrémisme violent :

Graphique N°26 : ZLes causes de la conversion des jeunes à l'extrémisme violent



Selon ce graphique, 25% des femmes expliquent la tendance de certains jeunes vers l'extrémisme par la mauvaise interprétation des textes religieux. 15 % l'expliquent par l'influence des réseaux sociaux et 7.5% tiennent les « Douat »/les prêcheurs pour responsables voire coupables.

15 % des femmes, pensent que l'exclusion sociale représente une cause prépondérante de la radicalisation des jeunes, alors que 12.5% des enquêtées estiment que l'absence de la famille engendre une tendance des jeunes à rejoindre les groupes extrémistes.

Tableau 10 : La perception des femmes de leur rôle dans la société

LA CITATION	POUR	CONTRE	PAS DE REPONSE
Les jeunes et les adolescents sont les plus prédisposés à se radicaliser violement (participer dans les attentats terroristes)	86	17	17
Les hommes sont les plus prédisposés à s'engager dans une forme d'extrémisme violent)	66	22	32
« La femme peut intervenir dans la lutte contre la violence et l'extrémisme »	101	9	10
« La femme peut participer dans les institutions et les forces de sécurité »	106	8	6
« La femme peut participer dans le gouvernement »	100	14	6
« La femme peut participer dans les négociations de consolidation de la paix »	105	7	8
« La femme peut être active dans les organisations de la société civile »	108	6	6
« La femme peut être active dans les partis politiques »	98	13	9
« La femme peut renforcer la paix sociale »	103	8	9

Selon ce tableau, les hommes, voire les jeunes et les adolescents de sexe masculin sont les plus prédisposées à rejoindre des groupes extrémistes violents.

Les enquêtées affirment l'importance du rôle des femmes dans la lutte contre la violence, l'extrémisme et la dans consolidation de la paix.

Recommandations des femmes enquêtées via le questionnaire :

Les principales recommandations des femmes pour lutter contre la violence à leur égard:

- La socialisation des enfants avec des normes d'égalités entre les sexes
- Améliorer les textes de lois
- L'autonomisation économique des femmes
- Diffuser des messages contre la violence dans les médias
- La sensibilisation de la prochaine génération
- Application des lois existantes (loi 58)

AXE 2 : ANALYSE QUALITATIVE : RESTITUTION THÉMATIQUE DES TROIS FOCUS GROUPES DANS LE SUD-EST DE LA TUNISIE

(Gabès, Tataouine et Médnine)
Analyse qualitative
Approche participative

Mednine

Tataouine

Gabès

1- Constat de la dépendance /précarité et de l'autonomisation des femmes :

a. La dépendance/La vulnérabilité :

Selon les participant(e)s, la liberté de la femme est de moins en moins limitée. Quelques années auparavant, non seulement la femme se taisait et avait peur de dénoncer les violences qui lui étaient infligées, mais aussi, elle participait beaucoup moins à la vie politique et associative. Une participante au focus groupe mené dans le Gouvernorat de Tataouine précise à ce propos que la femme n'était pas présente lors des élections et qu'elle n'occupait pas des postes de responsabilité au sein d'ONGs ou de municipalités. Bien que cette assertion ait été relativisée par l'intervention d'un autre participant du même gouvernorat, ce dernier affirme pourtant qu'il existait auparavant une sorte de « prototype » de femmes leaders, dont on dénombrait à peine « quatre ou cinq femmes qui représentaient la région de Tataouine ». Ainsi, d'après les participant(e)s, la situation des femmes est différente d'une localité à une autre au Gouvernorat: Entre le centre de Tataouine, Ghomrassen et Dhehiba, plus on s'éloigne du chef-lieu du gouvernorat, plus la femme était sous le contrôle (« sous l'ombre ») d'un homme, au point que ce dernier lui dictait et imposait, même pendant les élections, le candidat ou le parti pour lesquels elle devait voter.

C'est dans ce sens qu'un participant au focus groupe mené dans le Gouvernorat de Médenine indique que les femmes qui étaient intégrées dans la vie socio-économique avant 2011 étaient considérées systématiquement comme politisées (l'unique parti: RCD), vu que la plupart des femmes étaient fermées sur elles-mêmes. Selon les participant(e)s, la femme était très marginalisée dans la mesure où elle n'avait pas de rôle dans la société. Le taux de décrochage scolaire, par exemple, était assez élevé chez les filles et il y avait aussi des problèmes de transport évidents qui impactaient l'éducation de ces dernières, notamment à Zarzis. Dans le gouvernorat de Tataouine, les femmes travaillaient dans l'élevage familial, surtout quand leurs conjoints émigraient vers l'étranger, et bon nombre d'elles étaient délaissées et vivaient, d'après une participante au focus groupe mené à Gabès, une forme de divorce « discret/non judiciaire » (الطلاق الصامت).

Enfin, les participant(e)s précisent que la violence et le harcèlement envers la femme n'étaient pas visibles/dévoilés auparavant, vu que la dénonciation était un tabou. Même si le CSP tunisien préservait les droits des femmes, la violence était répandue et passée sous silence. Un participant mentionne à ce propos que l'ancien régime instrumentalisait la situation de la femme pour asseoir son pouvoir, et que les statistiques n'étaient pas fiables.

b. L'autonomie/L'autonomisation :

En revanche, plusieurs participant(e)s affirment que les violences étaient moins courantes auparavant, non pas parce qu'elles étaient dissimulées, mais plutôt parce qu'il y avait une culture/une éthique basée sur le respect et le sérieux. De même, un homme a constaté lors dufocus groupe mené à Tataouine que les autorités accordaient plus d'intérêt

à la femme rurale dans le passé, et que les femmes qui travaillaient, bien que leur nombre ait été assez restreint, occupaient souvent des postes respectables (travail décent). Un autre participant de Médenine estime que la femme responsable, concourait et participait activement à la vie politique en tant que membre d'associations et du parti unique, et ajoute qu'elle « était forte car l'Etat était fort ». Les participant(e)s ajoutent également que la femme avait plus de moyens et d'opportunités auparavant, vu que la vie était plus simple et accessible et que la femme pouvait « se débrouiller/s'en sortir ».

Si la situation de la femme se caractérise par une présence plus prononcée ces dernières années, les participant(e)s constatent unanimement que la négligence de l'homme a augmenté depuis que la femme travaille, et qu'il s'est désengagé au niveau de la famille et de l'éducation des enfants. Dans ce sens, la situation de la femme a regressé puisque l'homme manque de plus en plus à ses responsabilités (مقصّر), elle assume toute la responsabilité à elle seule pour éviter les problèmes/pour plus de sérénité au foyer, au dépend même de sa santé, au point de sombrer parfois dans la dépression (beaucoup de femmes sont sous antidépresseurs en Tunisie). Un participant au focus groupe mené à Gabès affirme que la structure du cerveau féminin prédispose la femme à être multitâches, et poursuit que ça se transforme, à la longue, en anxiété et épuisement. Ainsi, la femme dépasse sa capacité à endurer/patienterjusqu'à ce qu'elle atteint le stade de débordement/effondrement psychologique et que « le verre déborde ».

Par ailleurs, le fait que la femme assume toute la responsabilité, elle se trouve dans l'obligation de sortir travailler. La charge qu'elle porte ne lui laisse pas de choix quant à la nature et à la rémunération de l'emploi. Comme le constate l'un des participant(e)s du focus groupe mené dans le gouvernorat de Tataouine, des jeunes filles avec une thèse de doctorat, un master ou un diplôme d'ingénieur sont à la recherche d'un contrat à 200 TND dans des garderies ou autres. Une participante de Gabès fait une remarque pareille en estimant que la femme accepte, par besoin et faute de choix, n'importe quel emploi, pendant que l'homme refuse d'accomplir certaines tâches/travaux. Cette inégalité est observée par les participant(e)s également au niveau du salaire dans la mesure où la femme est souvent défavorisée par rapport à l'homme et qu'elle est plus susceptible de subir l'exploitation. Le cas d'une graphiste femme qui touche 70TND, alors qu'un jeune homme est payé 200 TND pour le même travail, constitue l'un des exemples cités par les participant(e)s à propos de cet abus.

Selon les résultats obtenus lors des focus groupes, la femme est aussi sujette à la violence, que ce soit verbale ou physique. Ainsi, un participant au focus groupe mené à Gabès précise que la violence à l'encontre des femmes a augmenté malgré les nouvelles législations. Cette opinion est partagée par une autre participante du même gouvernorat. C'est notamment la femme rurale, qui jouissait auparavant d'une certaine attention, qui semble être concernée par ce constat, vu qu'elle « est loin, qu'elle ne parle pas, qu'elle se tait et qu'elle est battue », selon les indications d'une participante. Dans ce sens, la femme rurale est encore plus marginalisée qu'autrefois dans la mesure où on continue à choisir pour elle le mari, à lui imposer un mode vestimentaire défini et à la violenter. En outre, maintes femmes vivant à la campagne sont privées des biens les plus élémentaires, comme c'est le cas dans certaines régions à Tataouine, où les femmes boivent de citernes rouillées. En ce qui concerne les femmes rurales à Gabès, une participante mentionne que certaines d'entre elles ne disposent même pas de téléphone. Un autre participant déclare qu'il y a certes moins de femmes qui cherchent l'eau et du bois, mais que cela n'empêche qu'il y en a encore.

Toutefois, la violence et la nécessité sont loin de toucher uniquement la femme rurale. Ainsi, un participant au focus groupe mené à Médenine constate une détérioration de la situation durant ces dix dernières années par l'augmentation des agressions verbales et physiques. La violence à l'encontre de la femme, auparavant cachée, se répand partout et dans tous les domaines: dans la famille, au travail, dans le domainepolitique et sur les réseaux sociaux.

En ce qui est de la violence sexuelle, un participant indique que la femme fait l'objet de traite et de viol, ce qui entraîne aussi des suicides. Sur les réseaux sociaux en particulier, elle peut être victime d'harcèlement sexuel et psychologique, surtout lorsqu'elle affiche sa photo de profil. Au travail, le taux de violence n'est non pas moins important, surtout à l'encontre de la femme salariée. En outre, elle fait souvent face au harcèlement et au sabotage lorsqu'elle change de poste. Enfin, elle peut être exposée également à la violence politique, notamment en milieu associatif ou politique. Un participant rappelle à ce propos le fait que certains partis se sont déjà opposés aux femmes.

Dans ce sens, les participant(e)s déclarent que la femme subit plusieurs formes de violences à divers niveaux, ce qui a créé chez elle une peur des dites agressions. Selon un participant au focus groupe mené à Gabès, cette peur peut impacter certains aspects de la vie de la femme ou de la jeune fille comme le choix d'orientation universitaire, ce qui peut entraîner parfois l'interruption des études. Une autre participante du même gouvernorat affirme que la femme a encore peur du conjoint.

Cette peur de lui demander d'assumer ses responsabilités ce qui la pousse à assumer seule le poids. Si l'enfant a des difficultés à l'école, le conjoint lui reproche de ne pas savoir éduquer ses enfants, ce qui l'afflige et la met sous tension.

Selon les participant(e)s, cette violence psychologique si communément répandue a plusieurs répercussions sur la femme. Ainsi, la pression exercée par la famille et la société fait que peu de femmes s'engagent dans des fonctions de responsabilité. Puisqu'il y beaucoup moins d'hommes qui souhaitent se marier, la femme tend à se précipiter dans le mariage suite au regard collectif porté à la femme célibataire, et finit par se retrouver divorcée. Comme le constate un participant au focus groupe mené à Gabès, le divorce lui-même peut avoir lieu suite à la violence psychologique. Ainsi, il mentionne que les femmes atteintes du cancer du sein y sont sujettes dès que leurs conjoints apprennent qu'elles sont malades, et que cette pression exercée sur elles engendre fréquemment la séparation.

Du reste, les participant(e)s constatent unanimement que le taux de divorce a considérablement augmenté ces dernières années. Le nombre de trahisons et d'adultères sont en hausse, notamment sur les réseaux sociaux. A Gabès, trois femmes ont divorcé suite à l'Instagram. Parallèlement, des participant(e)s rappellent que des cas de mariage contraire aux procédures prévues par la loi et les naissances non déclarées commencent à apparaître. Maintes femmes sont encore délaissées par leurs maris suite à l'immigration illégale (Harga), ce qui s'est aggravé de plus en plus. Un participant au focus groupe mené à Médenine remarque également l'apparition d'un nouveau phénomène à Zarzis qui réside dans l'immigration des femmes elles-mêmes avec leur famille à l'étranger à cause de leurs situations économiques précaires.

Ici, il importe de dire que cette précarité de la situation économique est loin de toucher uniquement la femme rurale selon les participant(e)s, vu que bon nombre de femmes sont concernées. Les artisanes, par exemple, sont noyées dans les crédits, notamment à cause de la pandémie de Covid-19. Comme la crise économique qui s'en est ensuivie a eu pour conséquence la fermeture de sociétés et d'usines, beaucoup de femmes ont perdu leur emploi. Celles qui disposent d'une patente comme source de revenu, sont entrées dans l'endettement, non seulement à cause des conséquences du Covid-19, mais également à cause du fait que les femmes sont plus susceptibles de se faire soutirer de l'argent par leurs proches, comme le constate l'un des participant(e)s au focus groupe mené à Gabès.

Dans ce sens, la femme est fragilisée économiquement. Un participant au focus groupe mené à Tataouine cite à ce propos l'exemple du Pacte de la dignité (Pacte Karama), qui est devenu source d'exploitation, en précisant que les mécanismes de soutien se sont avérés inefficaces faute de suivi et que le local ne se développe pas comme espéré en matière d'emploi.

En outre, il est indiqué également que la femme se heurte à plus d'obstacles que l'homme au niveau de l'ascension sociale et de la promotion professionnelle. Ainsi, un participant au focus groupe mené à Gabès mentionne que la femme occupe plutôt des postes consultatifs que décisionnels, tandis qu'un participant au focus groupe mené à Médenine affirme que les femmes qui arrivent à occuper des postes de responsabilité se retrouvent souvent dans une situation vulnérable à cause d'enjeux politiques énormes, et aussi parce que l'Etat est devenu beaucoup moins fort qu'avant. Un autre participant de Tataouine déclare qu'il est vrai que les femmes participent à la vie professionnelle, associative et politique, mais qu'elles le font de second plan et qu'elles sont jusqu'à maintenant évincées par les hommes. Cette inégalité est soulevée par l'un des participant(e)s au focus groupe mené à Gabès, qui évoque parmi les formes de discrimination institutionnelle le fait qu'il est référé à un homme sans emploi sur la carte d'identité nationale par l'expression « travailleur journalier », alors qu'une femme en situation de chômage y est désignée simplement comme « femme au foyer ».

Un autre participant du même gouvernorat indique qu'il n'y a pas de rue portant le nom d'une femme à Gabès, bien que les deux sexes aient contribué à construire la Tunisie. Enfin, le fait que la femme n'arrive pas toujours à obtenir tous ses droits au travail comme le droit à l'allaitement met davantage en exergue la précarité de sa situation professionnelle.

Néanmoins, la vulnérabilité de la femme ne s'arrête pas là, vu que les participant(e)s ont insisté à maintes reprises sur la pollution environnementale et la sécheresse, qui impactent directement la santé. Ainsi, la femme souffre non seulement d'un manque d'accès à l'eau, mais risque également d'être atteinte du cancer du sein, qui est très répandu, notamment à Gabès. Le fait qu'il n'existe pas de mammographie dans les hôpitaux attachés à ce gouvernorat, et que l'hôpital le plus proche est celui de Sfax, soulève autant les déficits du système sanitaire que les implications de ces derniers sur la santé de la femme. Quant au gouvernorat de Tataouine, les participant(e)s ont entériné essentiellement le service gynécologie-obstétrique comme étant défaillant faute de spécialistes. Ils indiquent que la femme meurt dans ce service, et ajoutent que le problème est encore plus grave dans les localités situées en dehors du centre de Tataouine.

A l'inverse, les participant(e)s conviennent qu'ily a eu un tournant/changement significatif après 2011 en ce qui concerne la liberté de la femme. Ainsi, un participant au focus groupe mené à Tataouine indique qu'elle connaît désormais parfaitement ses droits et qu'elle a appris à se défendre grâce à la formation. Une participante de Gabès affirme que la femme a commencé à parler de la violence et que les déclarations à cet égard ont augmenté, puisqu'elles ont à présent à qui s'adresser. Un autre participant du même gouvernorat remarque qu'il suffit de crier sur une femme afin d'être dénoncé à temps sur les réseaux sociaux, ce qui démontre la consolidation des femmes par la société.

Les participant(e)s ont signalé qu'il y a plus de liberté pour toutes les catégories de femmes, essentiellement en milieu urbain, où la femme affirme sa personnalité. Ainsi, un participant au focus groupe mené à Gabès déclare que les femmes occupent à présent l'espace

public auparavant réservé aux hommes. Actives sur les réseaux sociaux en tant qu'Instragameuses, on les retrouve également au sein des établissements, dans les administrations, dans la rue et dans les cafés. Dans les festivités culturelles, un participant constate que le nombre de femmes est même plus important que celui des hommes, et déduit que la femme manifeste ainsi son désir de vivre pleinement sa vie, sachant que la génération des jeunes est plus impliquée.

En outre, les participant(e)s ont constaté que la représentativité des femmes en général est en évolution. Selon un participant au focus groupe mené à Gabès, le fait que « nous avons, aujourd'hui, une présidente du gouvernement et plusieurs ministres femmes » la Tunisie constitue un exemple pertinent. Un autre participant de Tataouine indique que le rôle des femmes syndicalistes s'est renforcé et que la femme a évolué au niveau de la participation politique, vu qu'elle a eu plus de courage et qu'elle a commencé à oser et à prendre des risques après 2011. A Ghomrassen, par exemple, c'est une femme qui occupe la position de la présidente de municipalité.

Ceci dit, la femme a non seulement évolué au niveau de la participation politique, mais aussi au niveau de la formation à travers plusieurs organisations. D'après un participant au focus groupe mené à Tataouine, c'est surtout grâce au volontariat du Croissant rouge et des Scouts tunisiens (OST), qu'on a constaté une nette évolution, vu que les jeunes filles ont participé à une initiative de jeunes en faveur des femmes et enfants, et que les organisations avaient un rôle important. Un autre participant du même gouvernorat précise qu'il y a eu plusieurs autres initiatives ayant permis aux femmes de s'intégrer à travers les contrats de volontariat, comme l'initiative Hub-Tataouine, qui consiste en 12 initiatives proposées par les jeunes (en collaboration avec le ministère de la femme, celui de la santé et la municipalité de Tataouine). Les participant(e)s ont également remarqué une évolution au niveau de la formation collective sur la base des principes de l'économie sociale et solidaire, en citant en exemple de groupements qui ont eu lieu à Douiret et Ksar Hadada. Si la situation des femmes à Tataouine est meilleure que dans d'autres localités, c'est-à-dire qu'elles sont moins exploitées et qu'elles ont moins de charges familiales, comme c'est le cas à Ksar Ouled Soltane, BirLahmar, Saada, Hachana ou Remtha, les participant(e)s ne manquent pas d'insister sur le fait que les organisations œuvrent à impliquer les femmes de Tataouine avec les autres localités/délégations.

Dans ce sens, la société civile a mis en évidence la place de la femme. Aujourd'hui, la loi est là, et la liberté ne peut pas être fractionnée. La femme connaît ses droits et dénonce les violences à l'Etat ou aux organisations. Bien qu'un nombre important d'hommes semblent encore hostiles envers l'émancipation de la femme, les participant(e)s mentionnent qu'il y en a aujourd'hui ceux qui se montrent beaucoup plus tolérants à cet égard. Ainsi, un participant au focus groupe mené à Gabès indique que l'homme est généralement d'un grand soutien pour les femmes qui accèdent à des postes de décision.

Du reste, l'homme se trouve de plus en plus obligé d'accepter le travail de la femme. Selon un participant, il n'y a plus d'hommes qui refusent de se marier avec une femme qui occupe un emploi, ce qui explique aussi la forte présence de

de femmes au marché du travail. Parallèlement, les participant(e)s constatent également, et en dépit de l'existence du décrochage scolaire précoce et de l'analphabétisme, une nette évolution dans l'accès des femmes à l'enseignement. Dans ce sens, la femme a évolué autant qu'elle a régressé, et c'est en voulant chercher une explication à tous les constats susmentionnés que les causes / facteurs de la dépendance /précarité et de l'autonomisation des femmes ont été abordés par les participant (e)s comme suit :

2- Causes/ facteurs de la dépendance /précarité et de l'autonomisation des femmes :

La restriction de la liberté de la femme auparavant, a été expliquée par l'héritage culturel et la mentalité prépondérante à cette époque, selon laquelle la femme ne devait pas travailler. La même mentalité, qui est qualifiée par l'un des participant(e)s au focus groupe mené à Gabès comme étant « très difficile », c'est-à-dire assez bornée et obtuse, est aussi considérée comme étant à la cause pour laquelle maintes femmes refusaient de dénoncer les violences qui leur étaient infligées ou de demander le divorce. En ce qui concerne la condition précaire de la femme rurale auparavant, les participant(e)s l'ont expliquée par les disparités entre la ville et la campagne, qui persistent jusqu'à nos jours et qui ne constituent que l'une des causes de la dépendance/précarité des femmes de nos jours.

Selon un participant au focus groupe mené à Médenine, il ya une part de responsabilité de la femme dans sa situation actuelle, car elle accepte d'être une vitrine et non pas une compétence. A l'opposé, un autre participant du même gouvernorat, et plus particulièrement de Ben Guerdane, croit que les causes de la dépendance de la femme sont à chercher ailleurs, vu que la mentalité sociétale n'a pas trop changé par rapport à l'image de la femme et de son rôle en tant qu'acteur dans la société. Cette opinion est partagée par un participant de Gabès, qui entrevoit que le problème est au niveau des mentalités aussi bien pour les hommes que pour les femmes, et ajoute qu'il faut du temps pour changer les dites mentalités et qu'il s'agit d'un défi de long terme.

Un exemple de ce problème au niveau des mentalités revient aux mauvais usages des réseaux sociaux et au temps passé sur ces réseaux aux dépends du rôle des parents envers leurs enfants. Ça a également engendré un manque de dialogue au sein du couple, ce qui entraîne dans la plupart des cas, la violence et puis le divorce, ce qui est aggravé par les disputes, dont les causes principales sont les problèmes d'ordre économique.

En ce qui concerne le phénomène des naissances non déclarées, plusieurs causes ont été citées lors des focus groupes. S'il existait auparavant des campagnes de sensibilisation à propos de ce sujet, les participant(e)s regrettent que de telles initiatives ne sont plus présentes de nos jours. Bien que les contraceptifs soient disponibles dans les dispensaires, il y en a certains qui se sont avérés inefficaces. La possibilité de se marier en dehors des procédures civiles prévues par la loi ont également contribué à l'apparition de ce fléau social. De même, un participant signale que les étudiantes ne peuvent plus aller au dispensaire comme avant car les gens se connaissent, en ajoutant que ce problème d'indiscrétion est lié aussi au manque d'éthique du personnel.

Enfin, un autre participant indique que la hausse des naissances non déclarées est également du à un problème de compétences médicales et de planning familial.

Quant à l'augmentation du nombre de femmes qui travaillent pour subvenir aux besoins de leurs familles, elle s'explique selon les participant(e)s par le fait que l'homme a démissionné de ses responsabilités familiales, et qu'il compte beaucoup sur son épouse. Parallèlement, l'homme veut écraser la personnalité de la femme de peur qu'elle le devance, ce qui le pousse à manifester une attitude hostile à son encontre et à lui en vouloir. Dans ce sens, l'inconscient de l'homme l'amène à agir pour casser les acquis, et constitue ainsi l'une des causes pour lesquelles la femme continue de subir la violence.

Ceci dit, les participant(e)s n'ont pas manqué de soulever les causes de la détérioration de la situation économique des femmes. Selon les résultats obtenus lors des focus groupes menés, les principales problématiques sont au niveau de la recette des finances et de la commercialisation, mais aussi au niveau de l'entrepreneuriat et l'ouverture de patente. D'après les participant(e)s, il y a un manque d'investissement dans les personnes en général, avec des répercussions sur les femmes en particulier. En outre, il y a un manque de dispositifs et de formation, notamment en matière de la gestion et de la comptabilité, ce qui a eu comme conséquence la faillite des commerçantes et des artisanes. Les conséquences du COVID-19 et la fermeture des sociétés et d'usines ont aggravé davantage la situation économique des femmes, qui a déjà commencé à se détériorer progressivement suite à la fermeture des usines de textile. Enfin, les participant(e)s ont également cité les défaillances du système de santé et l'aspect éducatif négligé tout au long de la vie comme causes de la dépendance/vulnérabilité de la femme en général. C'est pour cela que des solutions tangibles pour y remédier en mettant en valeur les potentiels propres à chacune des régions, sont à proposer et à mettre en oeuvre.

3- Potentiels/ Recommandations spécifiques aux régions du Sud-Est :

a. Médenine :

Selon les participant(e)s au focus groupe mené à Médenine, et plus particulièrement à Djerba, il faudrait créer un lieu/centre de formation publique qui soit communément accessible, puisqu'il n'y a que des centres de formation privés dans la région.

En outre, des espaces/centres d'exposition sont à prévoir, pour garantir l'encadrement et l'assistance dans la commercialisation, et aussi la formation d'Associations de femmes artisanes. Par ailleurs, un participant de Médenine a appelé à la vulgarisation de l'Information par le biais d'un guichet unique, et ceci dans le but de simplifier les procédures pour l'activité agricole, surtout avec la rareté de l'eau pluviale. ont également été recommandées.

Des formations dans le domaine de la pêche maritime ont également été recommandées. En ce qui concerne l'île de Djerba, les participant(e)s ont pensé aussi que la pâtisserie y pourrait être commercialisée, et que des formations dans ce secteur seraient désirables.

Dans ce sens, les participant(e)s du gouvernorat de Médenine ont appelé à des formations sur tous les aspects pour couvrir le lancement de projets, de business plans et de la commercialisation. Une plateforme pour renforcer l'entreprenariat (lancement de projets, les mécanismes de financement, informations sur les procédures administratives...) a aussi figuré parmi les recommandations fournies par les les participant(e)s, à part la facilitation des garanties et la constitution d'une Base de Données des professionnelle. Enfin, l'Organisation de journées portes ouvertes en présence de l'Administration, les investisseurs et les porteurs de projets à l'échelle locale paraissent d'une importance primordiale dans le gouvernorat de Médenine, et ceci afin de favoriser l'échange et les synergies et d'encourager les réseautages.

De même, les participant(e)s ont insisté sur la nécessité de réviser les programmes pédagogiques et de mettre à niveau l'Infrastructure (éclairage, routes...) pour faciliter le transport scolaire, surtout dans les régions de Khalfallah jderia et ghribet à Zarzis, où l'infrastructure manque d'entretien et impacte considérablement l'éducation des jeunes filles.

Pour conclure, les participant(e)s au focus groupe mené à Médenine ont soulevé aussi la nécessité d'activer le contrôle sur les salaires, pour éviter les inégalités au niveau du paiement entre les deux sexes et combattre l'exploitation des femmes dans des emplois précaires.

b. Gabès :

Selon les participant(e)s, il faudrait tout d'abord une évolution au niveau des mentalités, vu que la femme est encore perçue par certains comme un objet. Pour qu'elle sache arracher sa liberté et sa place dans la société, la femme elle-même doit être sensibilisée. Ainsi, il faut qu'elle sache choisir son conjoint, son travail et ses études. Vu que maintes femmes ignorent encore leurs droits, les participant(e)s recommandent de prévoir avant tout une étude/diagnostic/état des lieux. Dans ce sens, ils estiment qu'il y a tout un environnement à préparer, vu que l'autonomisation économique est liée à l'autonomisation sociale. Avant que la femme accède à la dépendance financière, il faut donc qu'elle arrive à s'imposer socialement et à affirmer sa personnalité.

Afin d'y parvenir, les participant(e)s ont appelé notamment à des campagnes de sensibilisation en matière de droits des femmes. En outre, les participant(e) sont également insisté sur l'importance de valoriser l'image de la femme dans les médias (notamment le cinéma) pour changer les mentalités et promulguer les valeurs d'égalité entre les deux sexes.

En ce qui concerne l'autonomisation économique, les participant(e)s ont d'abord insisté sur la nécessité de prévoir des dons pour les femmes et les filles en milieu rural, d'intégrer la travailleuse domestique dans le système « Ahmini » et de prioriser la santé par le biais d'équipes multidisciplinaires pour alléger la charge des mères (pour les enfants autistes par exemple).

Dans un deuxième temps, les participant(e)s ont souligné l'importance de projets intégrés dans les domaines de la couture, de la pêche et de l'artisanat. Comme un bon nombre d'investisseurs étrangers sont partis et vu qu'il n'y a pas de centre ou foire de commercialisation, il faudrait appuyer un plan d'action dans ce sens, pour redynamiser les centres de formation (comme celui de l'UNFT) afin de valoriser les compétences féminines. C'est notamment dans le domaine du tissage, qui est générateur de revenus pour toutes les jeunes filles, que les dits projets doivent être financés, vu qu'elles sont très limitées au niveau de l'écoulement des produits textiles. Les limites du microcrédit pour ces activités, à cause desquelles beaucoup se sont retrouvées endettées, ont été également discutées lors des focus groupe menés

C'est dans ce sens que les participant(e)s ont insisté sur l'importance de prévoir des formations juridiques des femmes sur l'économie sociale et solidaire.

Il faudrait également impliquer d'autres catégories de femmes (selon la compétence) pour la commercialisation des produits des artisanes qu'il faudrait impliquer. Il faut également prévoir une plateforme web pour regrouper les artisanes. Comme l'orientation générale est progressivement dirigée vers l'entrepreneuriat, et que la majorité s'oriente vers les affaires qui marchent (pâtisserie, cuisine, centres d'esthétique), les participant(e)s ont insisté sur l'importance du média associatif et d'un programme de la femme et de l'entreprenariat, en prévoyant au moins trois ans de suivi et d'accompagnement. La nécessité d'une transition/mobilité du secteur informel au secteur structuré a aussi figuré parmi les suggestions des participant(e)s.

C. Tataouine :

Dans le but d'améliorer la situation de la femme dans le gouvernorat de Tataouine, il faudrait donner de la priorité au renforcement des capacités. De même, la société civile devrait appuyer les femmes avec des projets financés. Selon les participant(e)s, il faudrait également donner plus d'importance à l'aspect commercialisation, un facteur clé de succès de tout projet.

Ainsi, la nécessité du marketing au niveau de projets comme ceux du MFFEPA, qui sont destinés à soutenir les femmes veuves, divorcées, rurales et jeunes, le programme « Raeda » ou encore la convention de partenariat entre le ministère de la femme et les OSC, grâce à laquelle 40 femmes ont bénéficié d'un financement de 10 000TND, a été soulevée par les participant(e)s, qui ont insisté sur le besoin de suivi de ces projets pour assurer leur perennité. C'est surtout la commercialisation électronique qu'il faut développer : il y a très peu de foires.

L'aspect réseautage est absent. Il faudrait des formations en commercialisation et marketing, ainsi que des mécanismes d'accès aux opportunités de participation aux foires nationales et internationales.
Le développement du réseautage est fortement recommandé, particulièrement avec les Tunisiens de la région vivant à l'étranger, et entre les structures existantes ou encore entre les femmes artisanes et entre les associations qui interviennent en leur faveur.

Par ailleurs, il faudrait aussi des projets porteurs en termes d'employabilité. Les filles à Tataouine veulent travailler, et il faut des mécanismes pour promouvoir la formation dans ce sens. Comme les femmes sont exploitées dans des emplois précaires, un défi au niveau du travail décent s'impose systématiquement d'après les participant(e)s. Ces derniers signalent aussi que le ministère de la culture devrait être plus présent pour soutenir le patrimoine matériel et immatériel de Tataouine, vu que le tourisme a été lourdement touché par le COVID. Puisque le gouvernorat de Tataouine se retrouve sur les frontières, il serait par ailleurs recommandable d'investir dans des sociétés d'emballage, de Javel et de câbles de voiture. Des projets de pisciculture ayant réussi dans la région, de projets semblables mériteraient à leur tour d'être promus. Enfin, il faudrait également promouvoir le partenariat public privé, et aussi l'industrie culturelle et créative numérique. Lors du focus groupe mené à Tataouine, l'exemple d'un jeune de la région qui vit à Tunis a été mis en avant, vu qu'il a conçu un jeu valorisant les sites archéologiques. Un autre exemple a été fourni par le projet de formation sur les industries culturelles et créatives.

Mais avant même de financer les projets développés par les femmes, il faudrait assurer des formations à ces dernières, surtout celles en milieu rural, tout en assurant l'accompagnement et le suivi nécessaire. Le plan de développement régional devraient intégrer le développement humain à travers des programmes de formation. Parmi les formations recommandées par les participant(e)s figurent celles en gestion de ressources humaines et en comptabilité, ainsi que des formations dans les domaines du leadership féminin et des techniques de communication. Par ailleurs, il faudrait concevoir des sessions de formation pour renforcer la confiance en soi et l'énergie positive.

Par le biais des formations, il faudrait aussi promouvoir la sensibilisation en concevant des capsules à cet effet. C'est surtout la sensibilisation juridique relative au droit du travail et aux procédures de divorce qu'il faudrait prioriser, et ceci pour que la femme sache à qui s'adresser en cas de violation

de ses droits. Certain(e)s participant(e)s ont recommandé d'impliquer les hommes dans les ateliers de formation sur la loi, vu qu'il faudrait travailler sur les deux sexes.

En outre, les formations devraient être effectuées aussi au niveau de la préservation de la paix et de la cohésion sociale, afin d'éviter les violences et les recours en justice. Dans ce sens, les participant(e)s ont soulevé le besoin de formations dans la résolution de conflits et dans les techniques de médiation comme outil de communication et de consensus. Pour éviter la déviation des jeunes en particulier, il faudrait des formations sur l'identification de comportements à risque et dangereux. Par ailleurs, il faut former les associations dans chaque localité sur la sensibilisation locale en PVE et sur les signes de comportements à risque, afin de garantir l'alerte précoce. Un programme médiatique régional (séance périodique) consacrée à la sensibilisation sur la prévention des violences et la PVE est également à prévoir. Enfin, l'un des participants appelle à mutualiser les efforts sur la PVE avec le PNUD, surtout dans les zones frontalières.

Ceci dit, les formations ne doivent pas se réduire à la prévention, vu qu'elles doivent viser aussi l'intégration et la réinsertion sociale. Ainsi, il faut lutter contre toute forme de marginalisation des femmes en créant des entreprises médiatiques, qui se focalisent sur la situation et sur les besoins des femmes. De même, il faudrait travailler sur l'intégration sociale des familles délaissées, dont le chef de famille a migré (de manière irrégulière), puisqu'il existe de plus en plus de femmes et d'enfants qui traversent des difficultés énormes. Afin de mieux cerner les besoins des femmes, il faudrait mener des études d'évaluation sur celles qui ont bénéficié de financements (cas de réussite ou d'échec) et restructurer l'intervention des ministères, en procédant par thème et en privilégiant le développement ascendant et les initiatives émanant des régions. La nécessité de faciliter les procédures administratives pour les citoyens et les associations, et le besoin de formations sur l'accès à l'information depuis la source et la fiabilité de l'information ont été soulevés également par les participant(e)s lors du focus groupe mené. Par ailleurs, il faut une politique d'Etat en matière de santé, ainsi qu'un défi de durabilité des initiatives associatives et de certains bailleurs de fonds, qui sont venus dans la région (لضخ أموال) pour disparaître rapidement. Enfin, un Hub-jeunes ou un laboratoire pour la mise en place des idées et revendications exprimées par les participant(e)s serait un atout.

d. Questions Divers :

Lors des focus groupes menés, la situation des enfants a été abordée occasionnellement en annexe à celle des femmes. Ainsi, les participant(e)s ont précisé qu'on a connu beaucoup de manifestations de violence des mères à l'encontre de leurs enfants à cause de la pression et des contraintes matérielles, notamment durant la période du confinement suite au COVID-19, pendant laquelle on recevait à peu près 40 plaintes par jour. A part le besoin de promouvoir le rôle de la femme dans la société, l'importance de valoriser l'enfant a été soulevée, et ceci sur la base du modèle des pays développés, où l'enfant constitue un projet entier. De même, la situation des enfants a été abordée indépendamment du genre, vu que les les participant(e)s ont souligné que le taux du décrochage scolaire est assez élevé chez les garçons, et qu'il faudrait assurer le contrôle des jardins d'enfants face à l'ampleur des violences à l'encontre des deux sexes.

En outre, certains participants de genre masculin ont souligné l'agressivité de quelques mouvements féministes, qui fait que l'homme se sent visé/attaqué. Un participant déclare à ce propos que la multiplicité des lois en faveur de la femme a eu un effet contre productif poussant l'homme à lui en vouloir. Par ailleurs, il a été signalé lors du focus groupe mené à Gabès que la violence à l'encontre de la femme n'est pas exclusivement exercée par l'homme, vu que la femme elle-même peut porter préjudice aux individus de son sexe, notamment au niveau de la violence psychologique

AXE 3 : ESQUISSE POUR UNE ANALYSE SOCIOLOGIQUE APPROPRIÉE AUX PROBLÉMATIQUES DES FEMMES DU SUD-EST DE LA TUNISIE

Dans ce chapitre, nous esquisserons une analyse éclectique, condensée et diagonale de toutes les idées importantes révélées par les participant(e) dans les trois focus groups menés au sud-Est de la Tunisie.

1. Dés-autonomisation des femmes :

Un constat très important, repéré par plusieurs participant(e)s, est que le travail domestique non rémunéré des femmes et le désengagement de l'époux dans la garde des enfants entra carrière professionnelle des femmes. Ainsi, et malgré l'évolution au niveau des lois qu i protègent la femme et lui procurent plus de droits, cette progression juridique est contrebalancée par une régression au niveau socioprofessionnel et économique pour les femmes. En effet, l'époux, qui détenait auparavant tous les droits et l'intégralité du pouvoir familial, se sentit menacé suite à la sortie de la femme au marché du travail vu que sa domination commençait à vaciller, d'autant plus que la femme a obtenu ces dernières années beaucoup plus de droits. Ci-après, un tableau qui explicite le rapport dialectique entre autonomie et dépendance dans les rapports homme-femme (Tableau de variation):

Tableau 11 : Tableau de variations

Autonomisation vs Dés-autonomisation		
(+) de libertés et de droits	Procurés par la législation (L'Etat)	Rétablir l'ordre de la domination au bénéfice de l'homme
(+) de devoirs, tâches et responsabilités	Exigés et déterminés par l'homme/l'époux {Travail domestique, tâches ménagères, garde des enfants}	

2. Générateur(s) de la violence à l'égard des femmes :

Selon l'acception ''Bourdieusienne''2, la domination sus-mentionnée a été basée sur l'exercice d'une violence symbolique. Dans ce sens, la femme/l'épouse en tant que dominée, reconnait à l'homme/l'époux en tant que dominant, une légitimité de domination générée par un univers symbolique patriarcale et androcentrique.

Si donc la femme, qui tolérait autrefois lesdits rapports de domination, n'accepte plus cette situation, c'est à ce moment-là qu'un certain type d'époux passe à la violence physique, et ceci pour préserver/protéger son pouvoir et sa domination qu'il exerçait auparavant par le biais de la violence symbolique

Ci-après, un tableau qui explicite ce constat/cette analyse :

Tableau 12 : Tableau de variations

Processus de '' Domination''		
Production du capital symbolique par les femmes pour les hommes	Capital symbolique (-)	Capital symbolique (+)
Variation des violences faites aux femmes	(+) de violences/passage à l'acte violent ↗	(-) de violences/passage à l'acte violent ↘

[2] Mauger, Gérard. « 4. Sur la violence symbolique », Hans-Peter Müller éd., Pierre Bourdieu, théorie et pratique. La Découverte, 2006, pp. 84-100.

3. Autonomisation et cohésion sociale :

La cohésion sociale de sociétés peu différenciées, traditionnelles ou de groupes sociaux réduits, comme le mentionne Durkheim[3], est générée par la solidarité mécanique. Cette forme de cohésion est fondée sur la similitude des comportements des individus et des valeurs de la société. La similitude des comportements et l'identité commune des individus fai tqu'il n'y a pas de conflit portant sur les valeurs et les normes de la société.

En revanche, et toujours selon Émile Durkheim, le père fondateur de la sociologie française, la cohésion sociale est générée dans le cas des sociétés différenciées comme la société tunisienne, par la solidarité organique. Cette forme de cohésion est fondée sur la complémentarité des activités et des fonctions des individus.

Néanmoins, il n'y a pas de cohésion sociale dans une société lorsque cette dernière se base sur une solidarité organique alors qu'elle garde les femmes dépendantes des hommes. C'est typiquement le cas dans plusieurs régions du sud-est en Tunisie comme l'avaient mentionné plusieurs femmes participantes au focus groupes.

En fait, la cohésion sociale repose sur la coopération nécessaire entre individus. Dans ce sens, la spécialisation fait que chacun a besoin des autres. Ceci se traduit par un système de droits et d'obligations qui lie les uns vis-à-vis des autres. C'est la cohésion qui devrait exister dans des sociétés dans lesquelles la division du travail est très importante (très grande diversité des fonctions exercées par les individus), c'est-à-dire dans les sociétés développées.

Ainsi, en autonomisant les femmes, elles auront besoin des autres, tout comme ces derniers/dernières auront besoin d'elles, et ceci dans un rapport de coopération et dans une forme de solidarité organique dans laquelle on reconnait la capacité des femmes à remplir, en tant que citoyennes, les mêmes fonctions que les hommes. Ainsi, la femme sera liée, tout comme les hommes, aux autres membres de la société par le même système d'obligations et de droits.

Ci-après, un tableau qui explicite ce constat/cette analyse :

Tableau 13 : Tableau de variations

Dialectique de l'autonomisation et de la cohésion sociale	(+) on autonomise les femmes/les femmes s'autonomisent	(-) d'autonomie pour les femmes (on désaffilie les femmes et on maintient leur dépendance à leurs pères/époux/familles)
La cohésion sociale	↗ se maintient/se renforce	↘ se brise/ s'affaiblit

4. Femmes, cohésion sociale et Prévention de l'extrémisme violent :

Femme dominée, précaire et vulnérable = Famille précaire et vulnérable. De ce fait, la cohésion sociale s'affaiblit. Par conséquent, toute la société devient de plus en plus vulnérable.

1. (+) Autonomisation/ empowerment
→ 2. Cohésion sociale ↗→ Extrémisme violent ↘

2.(-) Dés- autonomisation/ affaiblissement
→ 2. Cohésion sociale ↘→ Extrémisme violent ↗

[3] Avenel, Cyprien. « La « cohésion sociale » : de quoi parle-t-on ? Clarifier le concept pour consolider un nouveau modèle d'action », Jean-Yves Guéguen éd., L'année de l'action sociale 2015 : Objectif autonomie. Dunod, 2014, pp. 119-136.

5. Sud-Est : Immigration et économie informelle : autonomisation des hommes et dépendance des femmes :

i.L'impact de l'immigration, majoritairement masculine, sur les femmes :

Pères ou Époux en premier lieu, mais aussi fils et frères, tuteurs de la famille selon la loi mais aussi selon la culture locale, les hommes qui immigrent, formellement ou informellement, sans pour autant pouvoir ou vouloir ramener leurs femmes avec eux (en amont, en partant ensemble, ou en aval, via regroupement familial), immigrent et laissent leurs épouses/ou leurs sœurs avec les enfants ou avec les grands-pères et les grand-mères. Il s'agit d'un lourd tribut qui rend les femmes de plus en plus dépendantes.

Par conséquent, nous parlons, comme l'avaient bien mentionné plusieurs femmes participantes dans les trois focus groupes, de ''l'immobilité'' des femmes.

Ci-après, un tableau de variations pour expliciter ce constat :

Tableau 14 : Tableau de variations

Dialectique de la mobilité masculine et de l'immobilité des femmes dans le sud-est	(+) hommes immigrent	(-) femmes qui n'immigrent pas/plus
Situation socio-économique selon le genre	↗ Autonomisation des hommes	↘ Dépendance et dés-autonomisation des femmes.

A la question portant sur le travail et l'immigration, une participante au focus groupe du gouvernorat de Médenine nous a parlé du rapport ''genré'' de la nouvelle génération au sud-Est, en l'occurrence à la ville de Zarzis. Ainsi, elle nous a raconté comment les réponses à la même question varient selon le sexe.
A Zarzis, si on pose la même question :« Qu'est que tu veux faire de ta vie quand tu deviendras adulte? » à un enfant, la réponse différencie selon le sexe :
La réponse du garçon: ''je veux immigrer, aller en Europe''
La réponse de la fille: ''je veux épouser un homme ayant immigré en Europe''.

ii. La participation des femmes dans la chose publique :

Cette immigration, qu'elle soit formelle ou informelle, a impacté la démographie du sud-Est. En fait, la majorité écrasante de ceux qui immigrent suite au mariage avec un conjoint étranger (après une carrière dans le secteur du tourisme), ou via l'immigration clandestine, sont des hommes. Ainsi, les femmes substituent et remplacent ces derniers, entrent en force dans tous les secteurs et participent à la chose publique. Néanmoins, cette participation est confrontée à un « plafond de verre » qui bloque l'accès féminin aux postes de décision et de pouvoir historiquement accaparés par les hommes.

a. Le secteur informel : Un secteur typiquement masculin :

Dans le sud-Est, le deuxième facteur du développement est l'économie informelle. Néanmoins, c'est un secteur qui autonomise uniquement les hommes qui accaparent, culturellement, le travail de ''risque'' qui est assigné au genre masculin et interdit aux femmes. A la lumière de ces faits, et face à l'absence de l'Etat et au sous-développement de toute la région, l'autonomisation des hommes par le bas (c'est-à-dire par le biais de l'immigration et le secteur informel), rend plus bas les femmes.

Recommandations

Les recommandations sont le résultat des Focus Groupes qui ont ciblé une multiplicité d'acteurs/actrices locaux/locales : radios locaux, représentations administratives locales et régionales de plusieurs ministères (Ministère de l'Education, Ministère des Affaires Sociales, Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes Agées), la société civile, les Scouts, le Croissant Rouge et des élus municipaux. Suite à l'échange avec les participant(e)s, des recommandations relatives à plusieurs domaines ont été tirées. Ces recommandations ne peuvent être concrétisées que dans le cadre d'une vision globale pour la construction de la société sur un nouvel ordre social où les valeurs sont basées sur l'égalité entre les sexes et la justice sociale.

1. Education :

• Changer le contenu des manuels scolaires en englobant l'approche genre et en valorisant les valeurs citoyennes, et ceci depuis la première enfance. La socialisation des enfants avec des normes d'égalités entre les sexes devra être considérée.

• Mettre en place des cellules d'anticipation des problèmes d'abandon ou de déconnexion scolaire (alerte précoce) des élèves qui rencontrent des difficultés d'apprentissage ou des problèmes familiaux au sein de l'école. La structure régionale est insuffisante à cause du manque de moyens et de personnels.

• Réintégrer les jeunes après l'abandon/le décrochage scolaire : propager le projet pilote « la deuxième chance » en le renforçant par l'offre de foyers et des bourses d'étude. Une des causes de d'abandon scolaire des élèves est le problème de transport, surtout pour ceux qui habitent dans les zones rurales.

• Propager les espaces d'alphabétisation pour les adultes et travailler spécialement sur les femmes. La majorité des analphabètes sont des femmes, particulièrement dans l'espace rural.

• Proposer des espaces d'éducation pour les enfants qui souffrent d'handicaps et encourager les associations pour aider à les prendre en charge.

• Donner aux représentations régionales de l'éducation des bus aménagés qui vont servir comme des bibliothèques rurales ambulantes.

• Renforcer l'enseignement des langues étrangères. Les élèves issus de milieux populaires ou de quartiers défavorisés souffrent de problèmes d'apprentissage de langues étrangères, et ceci suite au manque de la maîtrise de ces dernières dans leur milieu d'origine, ainsi qu'au manque de moyens pour pouvoir assister à des cours de rattrapage.

Il est recommandé de former les différents acteurs du domaine de l'éducation, allant des jardins d'enfants aux lycées, sur les soft skills et sur les valeurs constructives de la citoyenneté :

- En communication (inclure aussi les élèves)
- A la gestion des émotions : colère et violence (inclure aussi les élèves)
- A la prise en charge des élèves en difficulté d'apprentissage
- A l'encadrement et l'écoute des élèves en désaffiliation sociale
- Introduire l'approche genre dans leur éducation et rapport aux élèves
- Propager les clubs qui travaillent sur les valeurs de la citoyenneté et de l'égalité ainsi que sur la culture de la découverte de l'autre et du divertissement

2. Formation professionnelle :

• Propager les formations professionnelles gratuites. Le droit au travail passe par le droit à l'enseignement et à la formation professionnelle, gratuite et partout, surtout dans les zones rurales et pour les deux sexes.

• Améliorer la formation pour mieux répondre aux marchés de travail africains, et spécialement les marchés de travail Algérien et Libyen.

• Créer des centres de formation professionnelle selon les matières premières de la région et selon la demande du marché nationale et internationale des voisins (par exemple : gypse/plâtre à Tataouine, tissage de filets de pêche à Djerba, en donnant une formation plus moderne à la conception des produits issus des nattes à Gabès). La formation doit inclure le droit des femmes à la formation dans les métiers considérés masculines.

• Encourager les associations à promouvoir des formations professionnelles au profit des femmes. Dans le temps, l'UNFT organisait des ateliers de formation certifiée en cuisine ou pâtisserie.

• Dans les régions du Sud, et particulièrement à Tataouine, il n'y a pas de formations gratuites sur le métier d'animation pour enfants. Avoir un certificat de formation dans la matière est devenu obligatoire aujourd'hui pour ouvrir un jardin d'enfant.

• Donner l'accès aux centres de formation à la catégorie vulnérable de jeunes qui ont abandonné l'école avant d'arriver au niveau de 7éme année de base, qui constitue le niveau d'étude nécessaire pour être accepté aux centres de formation.

• Les écoles de formation peuvent être excellentes sauf qu'elles se trouvent au centre des gouvernorats, et les jeunes qui habitent plus loin ne peuvent pas faire la navette tous les jours faute de moyens financiers, de transports et de temps. Gabès abrite d'excellents centres de formation, sauf que l'enfant qui abandonne l'école à Matmata ne peut pas aller à Gabès pour se former ; il faudrait prévoir des bourses et des foyers.

• Renforcer les capacités de tout le personnel éducatif par le biais de formations adéquates (en ouvrant l'accès à l'ENA) : enseignants, surveillants et cadres.

3. L'entreprenariat :

• Travailler sur la discrimination positive dans: les régions de l'intérieur, les zones rurales et les quartiers défavorisés.

• Encourager le secteur privé à entreprendre des initiatives de coopération privé/public.

• Prévoir des formations en études de projets pour ceux qui veulent se mettre à leur propre compte pour donner plus de chances aux femmes de réussir.

• Il faudrait de la mobilisation et plaidoyer pour accompagner et faire réussir les projets afin de balayer la réticence des femmes à prendre des crédits par peur de l'échec et de la faillite.

• Prévoir une formation pour les débutants, en gestion de projet dans les domaines de la fiscalité et de la distribution de profit et lever les obstacles d'accès à la propriété foncière. Il faut créer des initiatives de subventions aux projets, et ceci sans qu'une garantie soit exigée en contrepartie, puisque la majorité des femmes n'ont pas de biens. C'est une situation liée au statut défavorisé de la femme dans la société qui l'empêche de posséder des biens.

• La formation des femmes sur la commercialisation électronique : besoin de formations en marketing digital, destinées surtout aux femmes artisanes qui ont des difficultés à commercialiser leur produit sur le marché national et/ou International.

• Former plus de coopératifs de femmes qui englobent les artisanes d'une même spécialité ou dans différentes spécialités afin de garantir la réussite. Il est important de s'intéresser aux femmes ouvrières spécialisées qui ont perdu leur travail suite à la crise du Covid dans le domaine du textile, par exemple dans la zone industrielle de Gabès, et il faut les encourager à créer des coopératifs dans ce domaine.

• Importance de former la femme sur les services et particulièrement le tourisme : Il y a potentiel important du désert et de la diversité écologique et culturelle de la région de Médenine.

• Investir dans le potentiel de jeunes filles à Tataouine diplômées en géologie et biologie à Sfax, un atout pour des projets d'avenir pour faire face à : la pollution environnementale, la gestion des déchets des ménages, du plastique et ceux issus des sociétés pétrolières dans le désert ainsi que pour trouver des solutions au manque d'eau dans la région. Selon le recensement de 2014, le pourcentage des hommes diplômés de l'enseignement universitaire est de 14,70 contre 16,42% sur le plan national, alors que celui les femmes est de 40,37% contre 31,72% sur le plan national.

• Il est important d'augmenter l'offre en formations en énergie solaire (un monopôle de formation donné à un seul centre).

• Importance du développement des partenariats et du réseautage entre les régions du Sud pour promouvoir la commercialisation intra-régionale.

• Il est important d'implanter des zones industrielles, spécialement dans les zones frontalières, dans le cadre des conventions bilatérales entre la Tunisie et ses voisins en implantant les industries qui répondent à la demande de ces derniers. Ces zones ont besoin d'un réseau de transport efficace tel qu'un réseau ferroviaire électrifié qui joint le nord au sud et passe par le centre.

• Il faudrait que les projets prennent en considération le changement climatique, l'érosion et le manque d'eau, qui pourraient etre à la cause d'échec de projets dans la région. Citons à titre d'exemle l'échec d'un projet de culture de fraises sous serre de plus de cent milles dinars a mis en avant ces problématiques.

Ces propositions ne peuvent mener au développement durable sans qu'il y ait des projets intégrés qui emploient un grand nombre de la population locale des deux sexes et dans plusieurs spécialités, ce qui demande une infrastructure accueillante.

On donne l'exemple d'un projet à Tataouine, qui peut être généralisé à toutes les zones frontalières et qui consiste au développement intégré d'une zone frontalière étendue sur environ 30000 Km2 entre l'Algérie et la Libye, vu que cette région vierge du Sud

du Sahara regorge de ressources hydrauliques abondantes et un taux d'ensoleillement parmi les plus importants au Monde (2000 Km/m2/y). Ce projet demande :

• **L'intégration** de cette région frontalière au corps du territoire national par la mise en place d'une infrastructure routière, électrique et de télécommunication.

• **Le développement** du secteur des énergies renouvelables en valorisant l'énergie solaire abondante dans le désert pour la production de l'électricité.

• **La promotion** de l'agriculture saharienne biologique par l'approfondissement de l'expérience de l'Oasis d'El Borma (au milieu des dunes de sables) et l'aménagement de terrains agricoles. Une des participantes de la société civile de Gabès (l'ALESCO) a proposé d'entreprendre un projet en aquaponie. C'est un projet sous forme d'un système qui unit la culture de plante et l'élevage de poissons ; les plantes sont parfois cultivées sur des billes d'argile, pouvant être irriguées en circuit fermé par de l'eau provenant d'aquariums où sont élevés les poissons.

• **L'impulsion du tourisme désertique** par la mise en place d'une infrastructure permettant la promotion d'activités touristiques et de loisirs, notamment la valorisation du patrimoine naturel de paysage dunaire offrant l'exotisme, la distance et l'isolation.

4. Santé :

• Recruter des spécialistes dans les domaines médicaux et paramédicaux et fournir du matériel. Il y a un manque évident de médecins spécialistes dans les trois gouvernorats du Sud-Est (Tataouine, Gabès ou Médenine n'ont pas de spécialistes en gynécologie ou en orthophonie).

• Consolider le rôle des structures de soins locales en matière d'infrastructures et de ressources humaines pour décharger les hôpitaux régionaux et combler la difficulté d'accès à ces derniers (vu les problèmes de transport des communes rurales vers les villes).

• Créer une structure de soin du cancer du sein et de vente de médicaments contre la maladie dans les régions du Sud, puisque les malades doivent aller à Sfax pour recevoir les soins. Une étude a montré que la création d'une unité de santé spécialisée en cure de cancer dans l'hôpital militaire de Gabès coûte 7,5 millions de dinars. La société civile a pu collecter une partie de la somme demandée, et il lui manque 2 millions de dinars pour concrétiser le projet.

• Prévoir des formations en métiers d'auxiliaires de vie pour faire face au vieillissement de la population et soutenir des personnes âgées restées seules suite à la migration de leurs enfants.

5. Femme et famille

• L'autonomisation de la femme est une demande locale et une condition nécessaire pour le développement local, l'amélioration de la situation économique de la femme et de sa famille et surtout l'élévation de son statut social.

• Multiplier les centres d'accueil de femmes et de leurs enfants victimes de violences.

• Sensibiliser les femmes aux lois pour la lutte contre la violence contre les femmes.

• L'importance des formations en communication et en médiation : créer des espaces pour communiquer face aux problèmes socio-économiques et aux difficultés de dialogue.

• Prévoir un projet de divertissement et de loisir pour les jeunes et les familles. Il y a un manque énorme de ce genre de projet, qu'il soit public ou privé, sur le plan local ou régional. On nous a proposé un projet de loisir et de culture de la part d'une des femmes de la commune d'« El Hamma » : un espace vert comportant un espace d'exposition, un espace de conférence pour les associations et un café/restaurant.

6. Médias et Société civile

• Prévoir des formations destinées aux médias ; entre autres sur l'approche des sujets traités dans les émissions de manière objective et sur la lutte contre la violence faite aux femmes.

• Inciter les médias à s'intéresser plus aux activités des associations et à couvrir médiatiquement les efforts de la société civile locale.

• Encourager à la création des radios associatives et communales.

• Prévoir des formations en formulation/rédaction de requête de projets et de réponse à des appels à projets/propositions pour les associations.

• Renforcer les efforts de réseautage entre les associations et les partenariats pour garantir l'impact des projets et leur réussite. Les gouvernorats pourraient aider dans ce sens en créant une page web sur leur site de promotion consacrée aux activités de la société civile de leurs régions.

Conclusion

Comme l'objectif de la présente étude consiste en l'autonomisation des femmes dans le sud de la Tunisie, et plus particulièrement aux communes des trois Gouvernorats de Gabès, Tataouine et Médenine, une analyse statistique nous a permis d'identifier la situation socio-économique, professionnelle et familiale actuelle de la femme dans les gouvernorats susmentionnés. Des focus groupes ainsi qu'une analyse sociologique nous ont servi ensuite à comprendre les causes de la précarité de cette situation, et aussi à entériner les réformes à prévoir pour garantir et maintenir l'autonomisation de la femme du Sud-Est tunisien.

Après une lecture des résultats de l'étude quantitative et des outs-put des focus groups, on réalise que la situation professionnelle de la femme du Sud-Est Tunisien est précaire. Ainsi, elle gagne mensuellement un salaire généralement inférieur au SMIG. 43.9 % des femmes ne bénéficient d'aucune couverture sociale. L'aide de l'État est très faible puisqu'il n'y a que 3.3% d'entre elles qui bénéficient d'une aide/subvention étatique. De même, on note l'absence de l'intervention de la société civile.

Cette fragilité socio-professionnelle est aggravée par une précarité sociale. La majorité des enquêtées appartiennent à des familles de classe pauvre ou de classe moyenne inférieure. Elles n'ont pas accès à la propriété, et rencontrent donc des difficultés évidentes dans l'obtention d'un crédit d'investissement professionnel car ce dernier nécessite en échange une garantie foncière. Cette situation les oblige à accepter n'importe quel travail, avec un salaire bas et dans des conditions pénibles, contrairement aux hommes, qui se montrent généralement plus sélectifs en ce qui concerne la nature et la rémunération de l'emploi.

La situation de la femme est encore plus défavorable, quand il s'agit des femmes qui habitent dans les zones rurales, vu que ces dernières n'ont pas accès à une offre diversifiée d'emploi, et qu'elles rencontrent des difficultés à s'éloigner de leurs foyers. Cette situation est liée aux obstacles auxquels elles se heurtent au niveau de l'ascension sociale et de la promotion professionnelle. Bien que la participation de la femme à la vie politique et associative ait évolué considérablement, la domination masculine qui caractérise encore la société tunisienne, fait que les postes qu'elle occupe sur le plan professionnel constituent des postes plutôt consultatifs que décisionnels. Une domination superposée au plan familial a comme conséquence qu'elle souffre encore de la division des tâches basée sur le genre au ménage. S'y ajoute le désengagement de la part de l'homme, qui a abdiqué ses responsabilités au détriment de la femme.

Les participant(e)s déplorent une socialisation dans les familles basée sur la différenciation entre les enfants selon leur sexe. Ils voient que le changement des mentalités doit impérativement passer par la famille.

La femme a vu sa situation sociale et professionnelle se détériorer et ses acquis s'ébranler ces dernières années, selon l'avis de femmes enquêtées et des acteurs locaux qui ont participé aux Focus Groupes. Le meilleur indicateur de cette situation est selon eux l'augmentation du taux de violence à l'encontre de la femme. Une violence verbale, physique et psychologique, à laquelle s'ajoute une nouvelle forme de violence, qui est la violence cybernétique. La violence est exercée majoritairement dans l'espace privé, par le conjoint, le père et le frère, mais aussi dans l'espace public et professionnel. Le taux de violence s'est élevé partout dans la société tunisienne, comme en témoigne la montée fulgurante de l'extrémisme violent qui a touché surtout les jeunes. Les enquêtées expliquent la tendance des jeunes à rejoindre les groupes extrémistes suite à la mauvaise interprétation des textes religieux, à l'exclusion sociale et à l'absence d'encadrement familial.

Un autre facteur, qui a été cité dans l'explication de la précarité de la situation socioéconomique de la femme, est le manque flagrant d'accès aux services de soins faute d'infrastructure et de personnel médical spécialisé. Ces déficits du système sanitaire sont aggravés davantage par l'impact de la pollution environnementale et de la sécheresse sur la santé de la femme. Ainsi, cette dernière souffre non seulement d'un manque d'accès à l'eau, mais également du risque d'être atteinte du cancer.

Dans ce sens, la valorisation du statut de la femme et l'évolution de sa situation socio-économique nécessite, outre la création de petits projets de développement local, l'installation de méga-projets de la part de l'Etat. Mettre en place des zones industrielles frontalières qui exploitent les sources de matières premières locales est primordial, sachant que lesdites zones doivent être liées à une infrastructure moderne et un réseau de transport rapide et propagé sur tout le territoire. Une vision de l'Etat est nécessaire afin de proposer une stratégie de développement durable reliant tous les secteurs économiques vers une dynamique d'échange et d'entreaide. Le développement économique devrait être accompagné du développement humain et de la construction des citoyens sur les valeurs de la solidarité, de la justice et de l'égalité.

En autonomisant les femmes, on aide alors à la création d'un rapport de coopération et d'une forme de solidarité dans laquelle on reconnait la capacité des femmes à être des citoyennes avec les mêmes droits et obligations que les hommes. Comme l'a montré notre analyse sociologique, une femme dominée souffrant d'une situation précaire et vulnérable est synonyme d'une famille vulnérable, et entraine systématiquement l'affaiblissement de la cohésion sociale dans toute la société. C'est pour cela que la présente étude vise à proposer des solutions tangibles pour changer la situation précaire des femmes du Sud-Est tunisien, en espérant que les recommandations présentées soient concrétisées bientôt afin de créer des communautés résilientes et pacifiques.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie sélective :

Ammar, Samia. « Autour de la condition féminine en Tunisie », Chimères, vol. 83, no. 2, 2014, pp. 93-98.

Debauche, Alice, Christelle Hamel, et Marianne Kac-Vergne. « La violence comme contrôle social des femmes. Entretien avec Jalna Hanmer, sociologue britannique », Nouvelles Questions Féministes, vol. 32, no. 1, 2013, pp. 96-111.

Chekir, Hafidha. « Les droits des femmes en Tunisie : acquis ou enjeux politiques ? », Hérodote, vol. 160-161, no. 1-2, 2016, pp. 365-380.

Guerry, Linda, et Françoise Thébaud. « Femmes et genre en migration », Clio. Femmes, Genre, Histoire, vol. 51, no. 1, 2020, pp. 19-32.

Manaï, Bochra. « Conditions sociales des femmes dans la Tunisie contemporaine : entre symbolisme féministe et justice spatiale », Hérodote, vol. 180, no. 1, 2021, pp. 115-130.

Moghadam, Valentine M, et Lucie Senftova. « Mesurer l'autonomisation des femmes : participation et droits dans les domaines civil, politique, social, économique et culturel », Revue internationale des sciences sociales, vol. 184, no. 2, 2005, pp. 423-449.

ZGHAL, Riadh | ZAÏEM, Imed | ZARROUK, Wided | ZHIRI, Hajer, L'Autonomisation économique des femmes : emploi et entrepreneuriat, Éditions du CREDIF : Centre de Recherches, d'Études, de Documentation et d'Information sur la Femme, Tunisie, Tunis, 2014